



NetMediaGroup

**RAPPORT  
FINANCIER  
2023**

*Sens*  
*Résonance*  
**Performance**



# SOMMAIRE

Message des Dirigeants.....	4
<b>PARTIE 1 – PRÉSENTATION DU GROUPE</b>	
<b>1. ACTIVITÉ ET STRATÉGIE DU GROUPE.....</b>	<b>6</b>
1.1. Organigramme du Groupe au 31 décembre 2023.....	6
1.2. Positionnement stratégique de NetMedia Group.....	7
1.3. Aperçu des activités de NetMedia Group.....	8
1.4. Perspectives et stratégie de NetMedia Group.....	10
<b>2. FAITS MARQUANTS.....</b>	<b>10</b>
2.1. Historique des dates clés.....	10
2.2. Principaux faits marquants de l'exercice 2023.....	11
2.3. Événements intervenus depuis la clôture.....	11
<b>PARTIE 2 – PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES AUXQUELS LA SOCIÉTÉ EST EXPOSÉE</b>	
<b>1. RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ.....</b>	<b>12</b>
1.1. Risques économiques.....	12
1.2. Risques clients.....	12
1.3. Risques opérationnels.....	12
1.4. Risques liés à la sous-traitance.....	13
1.5. Risques spécifiques liés à la technologie.....	13
1.6. Risques de dépendance vis-à-vis d'hommes clés.....	13
1.7. Risques liés à l'application du règlement européen et de la Directive du 27 avril 2016 plus communément appelé Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).....	13
1.8. Risques juridiques et évolution de la réglementation.....	13
1.9. Risques liés à la croissance externe.....	14
<b>2. RISQUES FINANCIERS.....</b>	<b>14</b>
2.1. Risques de taux d'intérêt.....	14
2.2. Risques de taux de change.....	14
<b>3. COUVERTURE DES RISQUES ET POLITIQUE D'ASSURANCE.....</b>	<b>14</b>
<b>PARTIE 3 – RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE ET ENVIRONNEMENTALE</b>	
<b>1. RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE.....</b>	<b>15</b>
1.1. Politique informatique.....	15
1.2. Gestion des déchets et consommation énergétique.....	16
1.3. Déplacements.....	16
<b>2. RESPONSABILITÉ SOCIALE.....</b>	<b>17</b>
2.1. Diversité et égalité des chances.....	17
2.2. Handicap.....	17
2.3. Éthique, transparence et confidentialité.....	17
2.4. RGPD.....	17
2.5. Green IT.....	17
2.6. Concurrence.....	17
<b>PARTIE 4 – INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ ET LE CAPITAL</b>	
<b>1. OBJET SOCIAL DE NETMEDIA GROUP.....</b>	<b>18</b>
<b>2. CAPITAL SOCIAL.....</b>	<b>18</b>
2.1. Capital social et nombre d'actions.....	18
2.2. Participations significatives dans la Société.....	19
2.3. Franchissement de seuils légaux déclarés (50 % ou 95 %).....	19
2.4. Action de concert.....	19
2.5. Autodétention et autocontrôle – programme de rachat d'actions – contrat de liquidité.....	19
2.6. Autres valeurs mobilières donnant accès au capital.....	20
2.7. État de la participation des salariés au capital.....	22
<b>3. COURS DE BOURSE.....</b>	<b>22</b>
3.1. Marché de cotation.....	22
3.2. Évolution du cours de Bourse.....	22
<b>4. OPÉRATIONS RÉALISÉES SUR LEURS TITRES PAR LES DIRIGEANTS.....</b>	<b>22</b>
<b>5. FORME DES ACTIONS.....</b>	<b>22</b>
<b>6. DROIT DE VOTE DOUBLE.....</b>	<b>23</b>

<b>7. FRANCHISSEMENT DE SEUILS STATUTAIRES.....</b>	<b>23</b>
<b>8. CONDAMNATION DE LA SOCIÉTÉ POUR PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES.....</b>	<b>23</b>
<b>9. PERTES SUPÉRIEURES À LA MOITIÉ DU CAPITAL.....</b>	<b>23</b>
<b>10. INDICATION SUR L'UTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS.....</b>	<b>23</b>
<b>11. CAUTIONNEMENT, AVALS, GARANTIES ET SÛRETÉS.....</b>	<b>23</b>
<b>12. COMMISSAIRE AUX COMPTES.....</b>	<b>23</b>
<b>13. ACTIVITÉ EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT.....</b>	<b>23</b>

## PARTIE 5 – DIRECTION DU GROUPE

<b>1. DIRECTION GÉNÉRALE DU GROUPE.....</b>	<b>24</b>
1.1. Président du Conseil d'Administration.....	24
1.2. Directeur Général.....	24
1.3. Directeur Général Délégué.....	24
1.4. Direction des filiales.....	24
<b>2. CONSEIL D'ADMINISTRATION.....</b>	<b>25</b>
2.1. Liste des mandats et fonctions dans la Société.....	25
2.2. Liste des mandats et fonctions des dirigeants de la Société hors la Société.....	25
2.3. Informations sur les membres du Conseil d'Administration.....	28
<b>3. RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS.....</b>	<b>28</b>
<b>4. CONVENTIONS CONCLUES ENTRE UN DIRIGEANT, ACTIONNAIRE SIGNIFICATIF ET UNE SOCIÉTÉ CONTRÔLÉE.....</b>	<b>29</b>
<b>5. DÉLÉGATIONS EN MATIÈRE D'AUGMENTATION DE CAPITAL.....</b>	<b>29</b>
<b>6. RÉGIME DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE EN VIGUEUR EN FRANCE AFEP-MEDEF.....</b>	<b>29</b>

## PARTIE 6 – ÉVOLUTION DES RÉSULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE

<b>1. PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS.....</b>	<b>30</b>
<b>2. PRÉSENTATION DES PRINCIPAUX AGRÉGATS DES COMPTES CONSOLIDÉS.....</b>	<b>30</b>
2.1. Présentation du chiffre d'affaires, de la marge brute et de l'EBITDA consolidés.....	30
2.2. Compte de résultat consolidé.....	30
2.3. Bilan consolidé.....	31
2.4. Flux de trésorerie.....	31
<b>3. RÉSULTATS SOCIAUX DE LA SOCIÉTÉ NETMEDIA GROUP (COMPTES SOCIAUX).....</b>	<b>32</b>
<b>4. FILIALES ET PARTICIPATIONS.....</b>	<b>32</b>
4.1. Filiales et participations.....	32
4.2. Aliénation de participations croisées.....	33
4.3. Situation des succursales.....	33
<b>5. PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT.....</b>	<b>33</b>
<b>6. DÉPENSES NON DÉDUCTIBLES FISCALEMENT.....</b>	<b>33</b>
<b>7. DÉLAIS DE PAIEMENT.....</b>	<b>34</b>
<b>8. PRÊTS INTERENTREPRISES.....</b>	<b>35</b>

## PARTIE 7 – RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ

<b>1. COMPTES SOCIAUX.....</b>	<b>36</b>
1.1. États Financiers annuels au 31 décembre 2023.....	36
1.2. Annexes aux comptes annuels.....	40
1.3. Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels.....	54

## PARTIE 8 – RÉSULTATS DES SOCIÉTÉS DU GROUPE

<b>1. COMPTES CONSOLIDÉS.....</b>	<b>57</b>
1.1. États Financiers consolidés au 31 décembre 2023.....	57
1.2. Annexes aux comptes consolidés.....	62
1.3. Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.....	78
1.2. Tableau des résultats des cinq dernières années.....	81

## PARTIE 9 – INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

<b>1. TABLEAU DES DÉLÉGATIONS DE COMPÉTENCE ET POUVOIRS.....</b>	<b>82</b>
--	-----------



## MESSAGE DES DIRIGEANTS

NetMedia Group a réalisé une année 2023 de transition et de consolidation dans un contexte économique instable. Cette période, marquée par une croissance modeste de la zone euro de +0,5 % et une forte inflation de +4,9 % en France, a également connu des tensions géopolitiques, avec la guerre en Ukraine et le conflit israélo-palestinien qui ont généré un ralentissement économique.

Les résultats financiers de 2023 sont particulièrement contrastés avec un 1<sup>er</sup> semestre défavorable, EBITDA négatif de 1,94 million d'euros, et un fort rebond au 2<sup>e</sup> semestre avec un EBITDA positif de 0,3 million d'euros. Nous avons beaucoup investi dans notre capital humain et dans la réorganisation de notre Groupe après les acquisitions intervenues au cours des dernières années.

NetMedia Group a su démontrer sa résilience et son agilité, en faisant de 2023 une année charnière pour la structuration et le renforcement de nos actifs. Nous avons su réagir pour redresser rapidement la situation. Le Groupe s'est concentré sur l'intégration, l'organisation des équipes et leurs savoir-faire. Ces efforts nous permettent de garantir une proposition de valeur et une efficacité accrue pour nos différentes lignes de revenus dans l'optique de soutenir notre développement.

Notre Groupe continue de se distinguer avec une offre novatrice autour d'une double vocation :

- informer et accompagner des communautés de cadres et de dirigeants à travers une offre éditoriale premium, portée par des médias référents ;
- proposer aux annonceurs du secteur BtoB des solutions personnalisées pour développer leur branding, engager et convertir leurs cibles.

NetMedia Group s'articule autour de trois pôles d'expertises synergiques :

1. **Le Conseil**, composé de 3 agences accompagnant les entreprises dans la définition et la mise en œuvre de leur stratégie marketing et communication ;
2. **Le Média**, organisé autour de 15 marques BtoB propriétaires présentes sur plusieurs canaux d'expression : digital, social, événement et presse ;
3. **L'Activation**, structurée autour de 3 agences (Brand content et marketing à la performance), permettant aux annonceurs d'engager leurs cibles dans une démarche ROIste.

Parmi les faits marquants de l'année, nous avons développé notre offre à l'international grâce à la mise en place de partenariats avec une trentaine d'éditeurs de médias BtoB. Cette nouvelle offre « Partnership » nous permet de proposer dans tous les pays où nous sommes implantés, Angleterre, Allemagne, Espagne, une offre complémentaire à celle que nous proposons en France.

Autre innovation, l'intégration de l'intelligence artificielle dans nos processus de production, qui va nous permettre d'enrichir notre offre à l'intention de nos audiences et de nos annonceurs et qui, dès aujourd'hui, nous permet d'améliorer l'efficacité de nos collaborateurs.

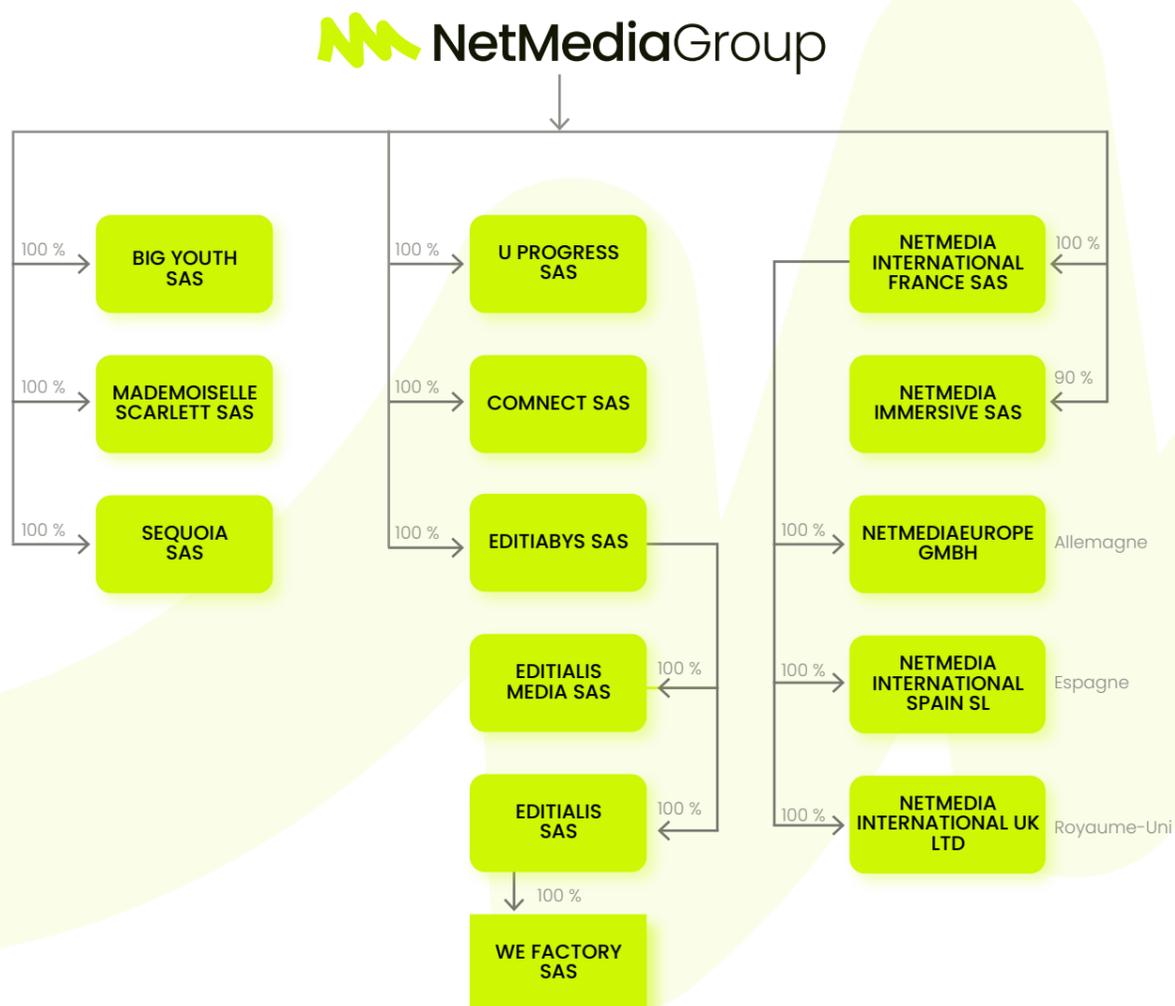
Enfin, en matière de Responsabilité Sociale et Environnementale, NetMedia Group a obtenu la certification *Ecovadis* qui atteste de notre volonté de s'inscrire durablement dans une véritable démarche de décarbonation.

Nous sommes conscients des défis économiques, géopolitiques, technologiques et sociaux auxquels nous sommes confrontés. Dans ce contexte, nous sommes confiants dans la capacité de notre Groupe à s'adapter, à innover et finaliser sa transformation. Nous investissons dans nos forces et capitalisons sur nos succès pour construire une offre unique et innovante répondant parfaitement aux enjeux et particularité du BtoBtoC.



## 1. ACTIVITÉ ET STRATÉGIE DU GROUPE

### 1.1. Organigramme du Groupe au 31 décembre 2023



### 1.2. Positionnement stratégique de NetMedia Group

Depuis sa création, le Groupe a opté pour un positionnement BtoB/BtoBtoC sur le secteur de la communication, du marketing et des médias, qui connaît une croissance continue depuis de nombreuses années.

### Sa stratégie repose sur deux piliers fondamentaux :

**1** Accompagner les cadres et les dirigeants dans leurs carrières professionnelles en leur garantissant l'accès à une information qualifiée et spécifique à leurs fonctions. Offrir la possibilité à ces communautés de se rencontrer, et de pouvoir échanger sur les innovations et les solutions du marché en rapport avec leurs enjeux.

**2** Proposer aux annonceurs des solutions innovantes pour faire connaître et développer leur offre directement auprès des décideurs du secteur. Avec des process de décisions parfois complexes, le marché BtoB se différencie par sa singularité. L'offre NetMedia Group permet aux annonceurs, petits ou grands, d'allier communication et performance à travers le contexte valorisant de ses marques médias.



# PARTIE 1 – PRÉSENTATION DU GROUPE

## 1.3. Aperçu des activités de NetMedia Group

NetMedia Group propose un modèle inédit mixant stratégie de communication, puissance des médias et activation de communautés.



Composé de 15 marques BtoB, organisées par fonction, destinées aux cadres et dirigeants. Chaque marque média est présente sur l'ensemble des canaux (digital, réseaux sociaux, événement et print) pour proposer à ses audiences une offre éditoriale adaptée. Parallèlement, ce pôle propose aux annonceurs de concevoir et déployer des dispositifs de communication pour interagir avec nos audiences. Nos médias adressent 5 univers fonctionnels pour couvrir l'intégralité de la chaîne de décision des entreprises. Conjointement, dans le cadre d'accords commerciaux, le Groupe est en mesure de développer des dispositifs sur plus de 80 marques Médias grand public offrant la possibilité aux annonceurs d'adresser des campagnes BtoC.

Regroupe l'ensemble des activités du Groupe autour de 4 agences. Au travers de cette offre Conseil, le Groupe est en mesure d'accompagner les annonceurs BtoB sur l'ensemble de leurs réflexions stratégiques autour de leurs marques, de leur positionnement, de leurs offres, mais aussi dans la mise en œuvre des plans d'actions pour leurs déploiements opérationnels.

Centré sur l'efficacité et la performance, répond aux enjeux de KPIs et de ROI des annonceurs. Cette offre multicanale (Data Marketing, Social Media, Génération de Leads et Détection de Projets) permet d'activer les leviers nécessaires pour répondre à chacune des problématiques des annonceurs.

Dirigeant & Entrepreneur		
Directeur Administratif et Financier, Directeur des Achats, Directeur Supply chain		
Directeur Marketing, Commercial, et Relation Client		
Direction des Systèmes d'Information, Directeur de la Sécurité des Systèmes		
Direction de la RSE		

**big youth**  
agence digitale spécialisée dans l'optimisation des parcours clients, dans la mise en œuvre des stratégies d'acquisitions et de fidélisation via l'activation CRM

**SEQUOIA**  
agence de communication interne, de marque employeur, de communication financière et RSE

**MADemoiselle SCARLETT**  
agence de publicité, d'animation de réseau et d'activation marketing

**WE FACTORY & CO**  
agence référente en content marketing BtoB



## PARTIE 1 – PRÉSENTATION DU GROUPE

### 1.4. Perspectives et stratégie de NetMedia Group

Après une année de transition significative, NetMedia Group est maintenant parfaitement aligné pour poursuivre son développement. Pour l'année à venir, nous concentrerons nos efforts autour de quatre axes stratégiques essentiels qui soutiendront notre croissance et renforceront notre position sur le marché :

1. Renforcement de l'offre Conseil : recentrage de l'activité de nos agences sur le BtoB par la montée en puissance des offres Marque Employeurs – Event sur mesure – Insight et des solution Account-Based Marketing (ABM), permettant aux annonceurs d'atteindre efficacement leurs audiences par des actions ciblées ROistes ;
2. Enrichissement des offres Audiences : développement de contenus premium à forte valeur ajoutée. Lancement d'investissements dans des productions originales et exclusives, mise en place de paywalls et datawall, pour l'expérience de nos utilisateurs, basculer d'un mode d'abonnement à un mode service et alimenter notre database en contacts intentionnistes.
3. Déploiement à l'International : accélération de nos offres à l'international. Nous explorerons de nouveaux marchés et renforcerons notre présence dans les pays déjà établis pour y proposer les offres disponibles en France ;
4. Croissance externe : nous étudions des opportunités d'acquisitions ou de partenariats stratégiques qui peuvent compléter nos savoir-faire existants et apporter de nouvelles compétences, technologies ou segments de marché au Groupe.

Ces initiatives sont conçues pour renforcer notre position de leader dans le secteur des médias et du marketing BtoB, tout en offrant une valeur ajoutée significative à nos clients et partenaires.

## 2. FAITS MARQUANTS

### 2.1. Historique des dates clés

1980	Création de Grafedit, basée à Lille
1999	Introduction de Médiagérance au Second Marché d'Euronext Paris
2008	Rapprochement des groupes Makheia et Image Force
2009	Fusion simplifiée des filiales Franklin Partners, Artice et Sequoia Cession de 85 % des titres de la SA Network, de 100 % des titres de la société Makheia Asie Liquidation de la société Makheia Belgium
2010	Transfert d'Euronext vers Alternext
2011	Fusion des filiales Place du Marché et Machination Acquisition de la société La Forme Interactive Cession de la participation dans le GIE de l'ARBRE Cession de 8,54 % de titres de la SA Network
2012	Fusion simplifiée des filiales Place du Marché et Sequoia Acquisition de la société Teymour
2013	Acquisition de la société La Deuxième Maison
2014	Acquisition de la société Big Youth et reprise par Big Youth du fonds de commerce Megalo et Compagnie Cession de 6,46 % de titres de la SA Network, solde de la participation détenue dans cette ex-filiale

2016	Reprise par Makheia LFI du fonds de commerce Les Argonautes et acquisition de la société Mademoiselle Scarlett par Makheia Affinity
2017	Fusion simplifiée de Teymour et La Deuxième Maison avec Sequoia
2018	Reprise par Sequoia du fonds de commerce Headoo Fusion simplifiée de Mademoiselle Scarlett avec Makheia Affinity
2022	Fusion de NetMedia Group avec Makheia Group
2023	Fusion simplifiée d'Ekova avec NetMedia Group
2023	Fusion simplifiée d'Image Force avec NetMedia Group
2023	Fusion de Makheia LFI avec NetMedia Group
2023	Fusion de New DBN avec NetMedia Group

### 2.2. Principaux faits marquants de l'exercice 2023

#### 2.2.1. Fusions de EKOVA, NEW DBN, MAKHEIA LFI & IMAGE

Aux termes des traités de fusion en date du 19 juin 2023, il a été décidé :

- la fusion simplifiée entre EKOVA et NetMedia Group
- la fusion simplifiée entre NEW DBN et NetMedia Group
- la fusion simplifiée entre MAKHEIA LFI et NetMedia Group
- la fusion simplifiée entre IMAGE FORCE et NetMedia Group

Ces fusions ont été décidées avec un effet rétroactif fiscal et comptable au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Ces fusions constituent des opérations de restructuration interne qui ont permis de rationaliser et de simplifier l'organisation des filiales françaises du groupe NETMEDIA et ainsi d'optimiser les coûts de gestion de leurs activités

#### 2.2.2. Révocation de M. Édouard RENCKER des fonctions de Directeur Général Délégué et démission de ses fonctions d'administrateur

Aux termes de la réunion du Conseil d'Administration du 5 septembre 2023, il a été décidé de révoquer M. Édouard Rencker de son mandat de Directeur Général Délégué. Monsieur Édouard Rencker a également démissionné de ses fonctions d'administrateur en date du 7 septembre 2023.

#### 2.2.3. Autres événements

La guerre en Ukraine a été déclenchée par la Russie en date du 24 février 2022. Les conséquences économiques et financières de cette guerre ainsi que les sanctions visant la Russie devraient avoir des incidences significatives pour les sociétés ayant des flux d'activité avec la Russie.

Au 31 décembre 2023, la société n'a aucun actif ou passif envers la Russie ou l'Ukraine. Toutefois, les activités 2024 pourraient être impactées par les conséquences directes ou indirectes du conflit non quantifiables à ce jour.

Il est également possible que le conflit au Moyen-Orient impacte négativement les perspectives économiques de développement de nos secteurs d'activité.

### 2.3. Événements intervenus depuis la clôture

Le 12 mars 2024, NetMedia Group a conclu un accord avec des investisseurs financiers historiques les engageant à participer à une augmentation de capital d'un montant de l'ordre de 800 000 € qui serait réalisée d'ici le 30 juin 2024 sur la base d'un prix par action égal à 0,038 €. Afin d'aligner le nominal des actions avec le prix par action retenu, il serait préalablement procédé à une réduction de capital non motivée par des pertes par diminution de la valeur nominale de chaque action. Cette augmentation de capital permettra ainsi de renforcer les fonds propres du Groupe. Concomitamment à cet accord et à fin d'assurer un reclassement d'actions de l'un des investisseurs financiers, les dirigeants du groupe vont acquérir une partie de ces actions actuellement détenues.



## PARTIE 2 – PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES AUXQUELS LA SOCIÉTÉ EST EXPOSÉE

La Société a procédé à l'analyse des risques spécifiques et importants qui pourraient avoir un effet défavorable et significatif sur son activité, sa situation financière et ses résultats, ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs.

L'attention du lecteur et des investisseurs est toutefois attirée sur le fait que la liste des risques figurant ci-dessous n'est pas exhaustive et que d'autres risques, dont la Société n'a pas connaissance, ou qui sont actuellement non significatifs, pourraient devenir des facteurs importants susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives.

### 1. RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ

#### 1.1. Risques économiques

Malgré un contexte instable et un marché incertain, l'année 2023 a été marquée par une reprise plus lente que prévu de la part des annonceurs pour débloquer leur budget de communication.

L'année 2024 devrait permettre d'offrir de meilleures perspectives si toutefois la conjoncture économique et les conflits en cours n'accroissent pas davantage les impacts négatifs sur les économies mondiales.

#### 1.2. Risques clients

Pour NetMedia, la dépendance économique vis-à-vis de l'un de ses clients est faible. De manière générale, la diversité des secteurs d'activité avec lesquels le Groupe entretient des relations commerciales préserve NetMedia Group de tout effet cyclique.

S'agissant de la robustesse de la clientèle, la nature et la diversité des clients, composés essentiellement de grands comptes, limitent le risque d'impayés d'autant que toutes les prestations sont assurées sur devis acceptés.

Si le risque d'impayés est quasi nul, le risque des délais de paiement est quant à lui bien réel. Les manquements les plus couramment observés sont liés à la complexité des procédures administratives et comptables de certaines grandes entreprises, ainsi qu'à l'externalisation des services comptables auprès de prestataires de services situés hors de France.

#### 1.3. Risques opérationnels

Dans l'exercice de son activité, les services fournis aux clients par les entités du Groupe doivent respecter les réglementations régissant le secteur de la Communication et notamment le droit de propriété intellectuelle, le droit d'utilisation des données personnelles. À noter la nomination d'un Délégué à la Protection des Données, rattaché à la Direction Générale, conformément au règlement (UE) 2016/678 du 27 avril 2016. Afin de limiter ces risques, le Groupe a recours à la validation des prestations par des services juridiques appropriés.

Par ailleurs, NetMedia Group est exposé à des risques opérationnels liés à l'exécution des prestations sur lesquelles il s'est engagé en termes de qualité, de délais, de respect des budgets et pour lesquels il dépend de la qualité des sous-traitants (voir Risques spécifiques ci-après).

Même si l'exécution de chaque contrat fait l'objet de procédures de prévention et de contrôle rigoureux de la part de NetMedia Group et de ses filiales, il n'est pas possible d'exclure totalement les risques de contestation, de retard de règlement, et de non-renouvellement de contrat. Pour se prémunir le plus efficacement possible, NetMedia Group met en œuvre des méthodologies de conduite de projets et des procédures de validation de la qualité des prestations fournies, à tout stade du process de réalisation, aussi bien en interne que chez les sous-traitants.

#### 1.4. Risques liés à la sous-traitance

NetMedia Group contracte régulièrement avec des sociétés spécialisées pour les activités qu'il ne souhaite pas intégrer par choix métier ou par insuffisance de demande. Cette sous-traitance peut prendre la forme de partenariat ou de sous-traitance, ou encore d'intérim, de free-lance ou de CDD. Les conditions de réalisation sont donc préétablies, il est notamment demandé à ces personnels ou sociétés extérieures de prendre des engagements de confidentialité et de conformité aux dispositions de l'article D. 8222-5 du Code du travail.

#### 1.5. Risques spécifiques liés à la technologie

NetMedia Group fait un usage continu des nouvelles technologies de l'information, tant pour ses propres besoins que pour le compte de ses clients, au travers de prestations plurimédias et digitales.

L'utilisation des différents réseaux qui s'interconnectent ne peut être garantie contre tout risque de panne, d'intrusion ou de destruction de données. Des procédures d'autoarchivage et de sécurisation des données sont généralisées pour pallier tout problème de disparition ou de destruction de données sous la supervision du Délégué à la Protection des Données et selon un process audité en 2018 par Bureau Veritas dans le cadre de l'audit ISO.

Les applications « on line » développées pour les clients sont hébergées chez des tiers qui garantissent au Groupe la sécurité et la maintenance des serveurs d'application en contrepartie de contrats de prestation de services. Le monitoring applicatif est effectué à distance par les équipes techniques de NetMedia Group ou en infogérance par un partenaire. Les propres systèmes d'information de la Société sont installés sur des serveurs dédiés (gestion, production, messagerie...) afin de limiter les risques et les impacts de panne. Une équipe dédiée assure la maintenance et le contrôle au quotidien.

Des outils de mesure sont systématiquement mis en œuvre pour identifier l'apparition de tout risque précédemment décrit. Des outils de monitoring du service ou des applications de gestion et suivi des bugs sont utilisés pour identifier, tracer et circonvenir les risques apparus.

#### 1.6. Risques de dépendance vis-à-vis d'hommes clés

Le succès du Groupe est lié pour une large part au talent et à l'implication de ses managers et collaborateurs. Le départ de certains d'entre eux pourrait impacter la performance du Groupe. Pour en limiter les effets, le Groupe favorise la transversalisation des compétences.

#### 1.7. Risques liés à l'application du règlement européen et de la Directive du 27 avril 2016 plus communément appelé Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)

Le 25 mai 2018 est entré en application le règlement européen concernant la nouvelle réglementation sur la protection des données. Le Groupe est en conformité avec la loi du 25 mai 2018. Cette loi porte essentiellement sur le consentement de l'utilisateur quant à l'utilisation de ses données personnelles, son stockage, sa sécurisation et son exploitation. Cette loi est principalement interprétée comme une loi de formalisation des procédures relatives à la donnée personnelle. Le Groupe reste très attentif aux différentes positions des acteurs en France et en Europe sur le sujet. NetMedia Group est également en conformité avec l'ensemble des dispositions des régulateurs locaux (CNIL en France par exemple) concernant la collecte de données.

#### 1.8. Risques juridiques et évolution de la réglementation

La Société n'est que peu exposée à des risques juridiques particuliers encourus de par son activité. Cependant, comme dans toute activité commerciale, des risques de litiges avec les clients, les fournisseurs et le personnel existent.



## PARTIE 2 – PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES AUXQUELS LA SOCIÉTÉ EST EXPOSÉE

Conformément aux principes de prudence, les charges susceptibles de résulter de ces procédures font l'objet de provisions dans la mesure où elles sont considérées comme probables et quantifiables. Par ailleurs, le Groupe s'entoure de conseillers externes, experts en matière sociale, fiscale et juridique pour assurer la veille technique indispensable au bon déroulement de l'activité.

### 1.9. Risques liés à la croissance externe

NetMedia Group a pour objectif de développer son activité par croissance externe ciblée. Cette stratégie génère naturellement des risques liés d'une part à la maîtrise de cette croissance (intégration du personnel recruté, organisation administrative, commerciale et production) et d'autre part aux conséquences complexes des acquisitions d'entreprises (intégration de métiers différents, de cultures d'entreprises différentes, sécurisation des financements).

## 2. RISQUES FINANCIERS

### 2.1. Risques de taux d'intérêt

Les emprunts bancaires contractés par NetMedia Group sont majoritairement à taux fixe. En conséquence, NetMedia Group n'est pas exposé au risque de taux.

### 2.2. Risques de taux de change

Pas de risque identifié lié au taux de change. L'essentiel de nos activités est réalisé en euro.

## 3. COUVERTURE DES RISQUES ET POLITIQUE D'ASSURANCE

Le Groupe a conclu des assurances à l'échelon de la maison mère pour l'ensemble de ses filiales :

- Les contrats habituels « Dommages » ;
- Des polices « Responsabilité Civile Professionnelle », « Risques Informatiques » et « Responsabilité Civile Exploitation ».

Les montants garantis sont conformes aux pratiques en vigueur dans son domaine d'activité et aux exigences des clients.



## PARTIE 3 – RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE ET ENVIRONNEMENTALE

Conscient de ses responsabilités, le Groupe s'engage à prendre en compte les impacts sociaux, économiques et environnementaux dans l'ensemble de ses décisions, actions, et recommandations faites à ses clients.

Cette politique RSE permet notamment au Groupe de réduire son impact environnemental, d'améliorer ses relations clients et la pertinence de ses recommandations, et de développer une politique de ressources humaines harmonieuse.

En 2023, NetMedia Group a obtenu les certifications **Ecovadis** et **Cybervadis** validant le processus d'amélioration continue dans lequel il s'est engagé en termes de décarbonation.



cybervadis

## 1. RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

### 1.1. Politique informatique

L'objectif est de réduire l'impact de nos systèmes d'information sur l'environnement. Afin de limiter leur empreinte carbone et énergétique, le Groupe conduit différentes actions :

Depuis plusieurs années, la DSI de NetMedia Group mène des actions afin de limiter l'empreinte carbone du Groupe. Parmi les actions :

- Virtualiser les serveurs afin d'abaisser la consommation énergétique. Déploiement dans le Cloud public, permettant ainsi d'atteindre un haut niveau d'efficacité sur la réduction de son empreinte.
- Partenariat avec Microsoft Azure qui a fait du développement durable un enjeu majeur pour ses centres de données avec pour objectifs :
  - Utilisation de 100 % d'énergies renouvelables d'ici à 2025 ;
  - Être « Aquapositif » d'ici à 2030 ;
  - Et Zéro déchet d'ici à 2030.
- Les serveurs virtuels sont monitorés afin que leurs ressources (CPU RAM) ne soient pas supérieures aux besoins, et sont éventuellement redimensionnés à la baisse. Lorsque c'est possible, les serveurs sont mis à l'arrêt en dehors des heures de travail.

Depuis 2020, un réseau social d'entreprise (Teams) a été mis en place, qui en plus de faciliter le partage d'informations permet aussi de limiter l'utilisation en interne des courriels, bien connus comme générateurs de pollution numérique.

Pour les infrastructures physiques ne pouvant pas être virtualisées dans le Cloud, lorsqu'elles arrivent en fin de vie (7 ans), elles sont valorisées par une société spécialisée et agréée pour le traitement D3E. Pour les stations de travail, NetMedia Group a une politique permettant de maximiser la durée de vie de ses appareils, avec une durée de vie moyenne de 5 ans.

Les appareils sont configurés sur le mode « économie d'énergie » et une mise en veille automatique est paramétrée.



## PARTIE 3 – RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE ET ENVIRONNEMENTALE

En fin de vie, le matériel obsolète est valorisé par une société spécialisée et agréée pour le traitement D3E. En 2020, la décision d'équiper 100 % des collaborateurs d'ordinateurs portables a été prise, permettant de réduire l'empreinte carbone de 60 % et permettant de mieux s'adapter à l'organisation de travail qui fonctionne avec la possibilité d'avoir un jour en télétravail.

Pour l'impression, imprimantes et copieurs sont paramétrés pour se mettre en veille dès qu'ils ne sont pas utilisés et sont systématiquement préréglés en impression Noir et Blanc et recto-verso. La libération des impressions par les utilisateurs n'est effective qu'à reconfirmation, supprimant ainsi le gaspillage. Les cartouches de toner usagées sont recyclées via un fournisseur spécialisé (Conibi). La durée de vie des copieurs est en moyenne de 8 ans puis ils sont recyclés via nos fournisseurs (Ricoh et Xerox).

Enfin, les équipements électriques et électroniques en fin de vie suivent la filière du tri sélectif.

### 1.2. Gestion des déchets et consommation énergétique

Tous les bureaux disposent de timers, coupant le chauffage de 20 h à 7 h le lendemain matin. Les sanitaires sont équipés d'économiseurs d'eau et de système d'éclairage automatique. Une fontaine à eau a été installée afin de réduire l'usage de bouteilles plastique.

Le tri sélectif a été mis en place via deux poubelles en aluminium recyclé avec deux signalétiques distinctives : stickers jaunes (plastique, métaux, carton et papier) et stickers noirs (déchets résiduels).

En interne, les échanges tendent au zéro papier par l'utilisation maximale des canaux digitaux. En externe, les recommandations clients sont remises sur clé USB ou envoyées par mail. Les achats d'impression pour notre propre usage ou pour celui de nos clients sont réalisés auprès d'imprimeurs labellisés « verts ». Nous choisissons des papiers recyclés ou recyclables, PEFC, privilégions les encres propres, et choisissons des papiers issus de forêts gérées durablement.

### 1.3. Déplacements

Depuis la crise du Covid, les échanges en visioconférence ou par téléphone avec nos clients et en interne ont été privilégiés et continuent d'être utilisés. Lorsqu'ils s'avèrent nécessaires, les déplacements des collaborateurs sont rationalisés dans le sens du transport collectif (train, métro, bus, et à défaut véhicules partagés...).

Les salariés bénéficient de la prise en charge de la moitié de leur titre de transport en commun et réalisent leurs déplacements prioritairement en transport en commun en Île-de-France. Le forfait de mobilité durable est proposé aux salariés via Be To green (il vient se substituer au remboursement du pass Navigo).

Pour les déplacements avec notre agence lyonnaise, nos collaborateurs utilisent le TGV. Pour les déplacements en province, nous privilégions le train à l'avion, et limitons le nombre de véhicules lors de visites chez un client.

Le télétravail, mis en place 1 jour par semaine au sein du Groupe, permet également de diminuer les déplacements domicile – entreprise.

## 2. RESPONSABILITÉ SOCIALE

### 2.1. Diversité et égalité des chances

Le Groupe est engagé dans l'égalité des chances, du respect de l'autre et de ses différences. Cet engagement est appliqué lors de toutes les étapes de la gestion des ressources humaines telles que l'embauche, la formation, l'avancement ou encore la promotion professionnelle des collaborateurs.

Par ailleurs, le Groupe accueille chaque année des jeunes dans le cadre de leurs journées d'observation en entreprise et également plusieurs apprentis dans le cadre de leurs études.

### 2.2. Handicap

Le Groupe travaille avec l'ESAT « Les papillons blancs » pour effectuer la mise sous pli et assurer les relances des abonnements client. Cet ESAT a pour objectif de faciliter l'insertion sociale et professionnelle des adultes handicapés. Le Groupe a été sensible pour le choix de ce prestataire à son engagement dans la création d'emplois durables pour des personnes en situation de handicap.

### 2.3. Éthique, transparence et confidentialité

NetMedia positionne l'éthique au centre des relations business du Groupe, tant du côté clients que fournisseurs et lutte contre la corruption et le trafic d'influence.

Les actionnaires, les collaborateurs, les clients et les partenaires reçoivent une information fiable, transparente et véritable.

La confidentialité et la sécurité des informations reçues des collaborateurs, des clients et autres parties prenantes font partie intégrante du business.

### 2.4. RGPD

En 2022 et 2023, NetMedia Group a révisé sa politique de collecte et de traitements liée aux données personnelles selon les dernières exigences réglementaires. Le Groupe se conforme à l'ensemble des règles et exigences du RGPD, sous la direction de son DPO.

Des audits de sécurité sur l'ensemble des applications SaaS utilisées dans le Groupe, applications spécifiques métiers, sites web... sont menés chaque année. Un focus particulier est mis sur les applications contenant des données personnelles, avec un chiffrement systématique des flux, du stockage et des accès ainsi qu'une politique des durées de conservation appliquée drastiquement.

### 2.5. Green IT

Le Groupe milite pour un digital ouvert, inclusif et plus vertueux, et n'a cessé de challenger sa méthodologie, ses process pour tendre vers ces idéaux. Le Groupe a engagé une roadmap ambitieuse pour donner corps à cette promesse d'impact positif :

- Designer de plus en plus de projets en écoconception et les équipes sont formées aux problématiques d'accessibilité.
- Intervenir sur des plateformes d'un nouveau modèle économique (C-to-C, second hand).
- Accompagner des entreprises à mission.

Côté développement de sites internet, nous avons formé nos développeurs web à la charte Green IT, et sommes certifiés pour la création et le développement de sites web respectant 115 bonnes pratiques pour un développement écoresponsable. Nous travaillons les parcours utilisateurs, afin de limiter le nombre de clics.

### 2.6. Concurrence

Le Groupe s'engage à respecter les règles relatives au droit national et international de la concurrence et à s'interdire toute pratique ayant pour conséquence d'entraver le libre jeu de la concurrence.



## PARTIE 4 – INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ ET LE CAPITAL

### 1. OBJET SOCIAL DE NETMEDIA GROUP

Aux termes de l'article 2 des statuts de la Société, il est prévu que : « La Société a pour objet :

- l'acquisition de toutes actions ou parts de sociétés, de toutes valeurs mobilières, la prise de participation dans le capital de toutes sociétés,
- la gestion de ces participations,
- la conduite de la politique des filiales de la société, toutes prestations au profit de celles-ci dans le domaine de la gestion administrative et financière, de la stratégie commerciale et du marketing, de la recherche et du développement, de l'organisation, de la fabrication et de la production,
- la facturation de toutes prestations relatives aux activités de chacune des filiales du groupe,
- toutes opérations d'investissement ou de participation industrielle,
- toutes opérations de financement, de crédit, de gestion de trésorerie, de prêts, d'avances dans toutes participations,
- l'assistance, l'étude, le conseil en tous domaines des services administratifs, commerciaux, informatiques, industriels, et
- généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou tous objets similaires ou connexes,
- la participation de la Société à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises ou sociétés dont l'objet social serait susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social et ce par tous moyens, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, fusion, alliances ou sociétés en participation.

L'objet de la société pourra toujours être étendu ou modifié par une décision des actionnaires prise conformément à la loi. ».

### 2. CAPITAL SOCIAL

#### 2.1. Capital social et nombre d'actions

Au 31 décembre 2023, le capital social de NetMedia Group est fixé à la somme de 30 534 867,20 euros et il est divisé en 305 348 672 actions ordinaires de 0,10 euro de valeur nominale entièrement libérées.

Date	Nombre d'actions	Nombre de droits de vote théoriques <sup>(1)</sup>	Nombre de droits de vote nets <sup>(2)</sup>
31-DÉC-23	305 348 672	309 734 733	309 703 385

(1) Y compris actions autodétenues (théorique).

(2) Déduction faite des actions autodétenues (net).

#### 2.2. Participations significatives dans la Société

Conformément à l'article L. 233-13 du Code de commerce et compte tenu des informations reçues en application des dispositions des articles L. 233-7 et L. 233-12 dudit Code, nous vous exposons ci-après l'identité des personnes physiques ou morales détenant directement ou indirectement plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote aux assemblées générales, au 31 décembre 2023 :

Actionnaires	Actions détenues	% du capital	Droits de vote total théorique*	%
CPI	74 607 123	24,43%	74 607 123	24,09%
JAG CONSEILS	43 364 463	14,20%	43 364 463	14,00%
HL FINANCES	16 476 576	5,40%	16 476 576	5,32%
ENTREPRENEUR INVEST	49 359 912	16,17%	50 572 965	16,33%
BNP PARIBAS DEVELOPPEMENT	27 830 403	9,11%	27 830 403	8,99%
AUTO DETENTION	31 348	0,01%	31 348	0,01%
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>211 669 825</b>	<b>69,32%</b>	<b>212 882 878</b>	<b>68,73%</b>
FLOTTANT	93 678 847	30,68%	96 851 855	31,27%
<b>TOTAL</b>	<b>305 348 672</b>	<b>100,00%</b>	<b>309 734 733</b>	<b>100,00%</b>

\* Droits de vote théorique dans la mesure où les actions autodétenues ne bénéficient pas de droit de vote.

À la connaissance de la Société, aucun actionnaire ne détient plus de 25 % des actions ou des droits de vote de la Société au 31 décembre 2023.

#### 2.3. Franchissement de seuils légaux déclarés (50 % ou 95 %)

Aucun franchissement de seuil légal n'a été déclaré au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

#### 2.4. Action de concert

Aucune action de concert n'a été mise en œuvre au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

#### 2.5. Autodétention et autocontrôle – programme de rachat d'actions – contrat de liquidité

##### 2.5.1. Autodétention

Au 31 décembre 2023, la Société détient directement 10 103 160 de ses propres actions d'une valeur nominale de 0,10 euro représentant 3,31 % du capital à cette date.

##### 2.5.2. Contrat de liquidité

Un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AFEI reconnue par l'Autorité des marchés financiers est en vigueur depuis le 10 octobre 2007. Il est géré depuis le 19 mai 2021 par la société MIDCAP.

Au 31 décembre 2023, la position du contrat était la suivante :

- Nombre de titres = 249 571
- Espèces = 6 936,19 €



## PARTIE 4 – INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ ET LE CAPITAL

### 2.5.3. Programme de rachat d'actions

Aucun programme de rachat d'actions n'a été mis en place par la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

## 2.6. Autres valeurs mobilières donnant accès au capital

### 2.6.1. Actions gratuites attribuées

#### 2.6.1.1. ACTIONS GRATUITES ATTRIBUÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2023

- Actions gratuites attribuées à M. Pascal CHEVALIER

Aux termes de la réunion du Conseil d'Administration du 27 février 2023, il a été décidé l'attribution gratuite de 6 106 973 actions au profit de Pascal CHEVALIER.

Période d'Acquisition	Jusqu'au 31 décembre 2025
Condition de présence	Néant
Conditions de performance attachée à l'acquisition	Oui
Période de Conservation	Néant

- Actions gratuites attribuées à M. Gautier NORMAND

Aux termes de la réunion du Conseil d'Administration du 27 février 2023, il a été décidé l'attribution gratuite de 6 106 973 actions au profit de Gautier NORMAND.

Période d'Acquisition	Jusqu'au 31 décembre 2025
Condition de présence	Néant
Conditions de performance attachée à l'acquisition	Oui
Période de Conservation	Néant

- Actions gratuites attribuées à M. Hervé Lenglard

Aux termes de la réunion du Conseil d'Administration du 27 février 2023, il a été décidé l'attribution gratuite de 6 106 973 actions au profit de Hervé Lenglard.

Période d'Acquisition	Jusqu'au 31 décembre 2025
Condition de présence	Condition de présence en qualité de Directeur Général à l'issue de la Période d'Acquisition
Conditions de performance attachée à l'acquisition	Oui
Période de Conservation	Néant

- Actions gratuites attribuées à M. Édouard RENCKER

Aux termes de la réunion du Conseil d'Administration du 27 février 2023, il a été décidé l'attribution gratuite de 610 697 actions au profit de Édouard RENCKER.

Période d'Acquisition	Jusqu'au 31 décembre 2025
Condition de présence	Condition de présence en qualité de Directeur Général Délégué à l'issue de la Période d'Acquisition
Conditions de performance attachée à l'acquisition	Oui
Période de Conservation	Néant

M. Édouard Rencker ayant démissionné de ses fonctions d'administrateur le 7 septembre 2023 et ayant été révoqué de ses fonctions de Directeur Général Délégué de la Société aux termes de la réunion du Conseil d'Administration en date du 5 septembre 2023, ce dernier a renoncé expressément et irrévocablement à l'intégralité des actions gratuites qui lui avait été attribuées, étant précisé que compte tenu de son départ, les conditions d'acquisitions définitives n'ont pas été remplies.

- Actions gratuites attribuées au profit de salariés

Il a également été décidé aux termes de la réunion du Conseil d'Administration du 27 février 2023, l'attribution gratuite de 11 603 250 actions au profit de certains salariés du Groupe avec les conditions suivantes :

Période d'Acquisition	Jusqu'au 31 décembre 2025
Condition de présence	Condition de présence au sein de NetMedia Group à l'issue de la Période d'Acquisition
Conditions de performance attachée à l'acquisition	Oui
Période de Conservation	Néant

#### 2.6.1.2. ACTIONS GRATUITES DÉFINITIVEMENT ACQUISES AU COURS DE L'EXERCICE 2023

Néant.

#### 2.6.1.3. ACTIONS GRATUITES EN COURS DE PÉRIODE D'ACQUISITION AU COURS DE L'EXERCICE 2023

Néant.

### 2.6.2. Options de souscription d'actions

#### 2.6.2.1. OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS ATTRIBUÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2023

Néant.

#### 2.6.2.2. OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS EXERCÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2023

Néant.

#### 2.6.2.3. OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS NON ENCORE EXERCÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2023

Néant.

### 2.6.3. Obligations convertibles

Néant.

### 2.6.4. BSPCE

#### 2.6.4.1. BSPCE EXERCÉ AU COURS DE L'EXERCICE 2023

Néant.

#### 2.6.4.2. BSPCE NON ENCORE EXERCÉ AU COURS DE L'EXERCICE 2023

Néant.

#### 2.6.4.3. BSPCE ATTRIBUÉ AU COURS DE L'EXERCICE 2023

Néant.

### 2.6.5. BSA

#### 2.6.5.1. BSA EXERCÉ AU COURS DE L'EXERCICE 2023

Néant.

#### 2.6.5.2. BSA NON ENCORE EXERCÉ AU COURS DE L'EXERCICE 2023



## PARTIE 4 – INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ ET LE CAPITAL

Néant.

### 2.6.5.3. BSA ATTRIBUÉ AU COURS DE L'EXERCICE 2023

Néant.

### 2.7. État de la participation des salariés au capital

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, au dernier jour de l'exercice, soit le 31 décembre 2023, les actions détenues par les salariés représentent plus de 3 % du capital social de la Société.

## 3. COURS DE BOURSE

### 3.1. Marché de cotation

L'action NetMedia Group est cotée sur Euronext Growth depuis le 3 février 2010.  
FR0000072993 ALNMG  
REUTERS ALNMG.PA  
BLOOMBERG ALNMG : FP

### 3.2. Évolution du cours de Bourse

	En 2023	En 2022	En 2021
Le cours du titre a évolué d'un plus haut à	<b>0,083</b>	0,2	0,38
à un plus bas à	<b>0</b>	0,09	0,19
Cours de clôture	<b>0,056</b>	0,11	0,2
Le volume moyen de transaction quotidien s'est établi à	<b>234 579 titres</b>	433 768 titres	1 164 113 titres

## 4. OPÉRATIONS RÉALISÉES SUR LEURS TITRES PAR LES DIRIGEANTS

Néant.

## 5. FORME DES ACTIONS

Aux termes de l'article 11 des statuts de la Société, il est prévu que :

« Les actions de la société revêtent soit la forme nominative, soit la forme au porteur. Les actions, quelle que soit leur forme, doivent être inscrites en compte ou dans un dispositif d'enregistrement dans les conditions prévues par la réglementation. Quand le propriétaire des titres n'a pas son domicile sur le territoire français, au sens de l'article 102 du Code civil, tout intermédiaire peut être inscrit pour le compte de ce propriétaire. L'intermédiaire est dans ce cas soumis aux procédures d'identification prévues par la réglementation. La société émettrice ou le mandataire par elle désigné, agissant pour son compte, tient les comptes d'actions nominatives dont les titulaires ont demandé l'inscription soit en "nominatif pur", soit en "nominatif administré", dans ce dernier cas, les mentions des comptes sont reproduites dans les écritures de l'intermédiaire habilité qui administre les comptes du titulaire. En cas de désignation d'un mandataire, la société doit publier un avis au BALO mentionnant la dénomination et l'adresse de ce mandataire. Les comptes de titres au porteur sont obligatoirement tenus par un intermédiaire habilité. »

## 6. DROIT DE VOTE DOUBLE

Aux termes de l'article 28 des statuts de la Société, il est prévu que :  
« À compter du 3 janvier 2000 toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire, bénéficieront d'un droit de vote double. En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, ce droit de vote double bénéficiera, dès leur émission, aux actions nouvelles attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie déjà de ce droit. Toute action convertie au porteur ou transférée en propriété perd le droit de vote double sous réserve des exceptions prévues par la loi ».

## 7. FRANCHISSEMENT DE SEUILS STATUTAIRES

Aux termes de l'article 30 des statuts de la Société, il est prévu que :  
« Les déclarations d'information de franchissement de seuils et les déclarations d'intention à effectuer en cas de franchissement de seuils sont faites et sanctionnées dans les conditions prévues par la réglementation. »

## 8. CONDAMNATION DE LA SOCIÉTÉ POUR PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

Néant.

## 9. PERTES SUPÉRIEURES À LA MOITIÉ DU CAPITAL

Néant.

## 10. INDICATION SUR L'UTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Néant.

## 11. CAUTIONNEMENT, AVALS, GARANTIES ET SÛRETÉS

Néant.

## 12. COMMISSAIRE AUX COMPTES

Aux termes des décisions de l'Assemblée Générale Mixte du 21 juin 2019, les actionnaires ont nommé pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 :

**Deloitte & Associés**, 6, place de la Pyramide – 92908 Paris-La Défense Cedex, représenté par Monsieur Benjamin Haddad.

## 13. ACTIVITÉ EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Pour proposer à ses clients des solutions toujours plus innovantes et performantes, NetMedia Group investit dans la modernisation de ses outils et technologies.



## 1. DIRECTION GÉNÉRALE DU GROUPE

### 1.1. Président du Conseil d'Administration

La direction générale de la Société est assurée par le Président du Conseil d'Administration. M. Pascal CHEVALIER a été nommé aux termes des décisions du Conseil d'Administration lors de sa séance du 29 décembre 2022 pour la durée de son mandat d'administrateur.

### 1.2. Directeur Général

M. Hervé LENGART a été nommé en qualité de Directeur Général de la Société aux termes des décisions du Conseil d'Administration lors de sa séance du 29 décembre 2022.

### 1.3. Directeur Général Délégué

Monsieur Gautier NORMAND a été nommé en qualité de Directeur Général Délégué de la Société aux termes des décisions du Conseil d'Administration lors de sa séance du 29 décembre 2022.

### 1.4. Direction des filiales

Société	Type	Direction
EDITIABYS	SAS	Président : NetMedia Group Directeur Général : HL FINANCES
EDITIALIS	SAS	Président : NetMedia Group Directeur Général : HL FINANCES
EDITIALIS MEDIA	SAS	Président : NetMedia Group Directeur Général : HL FINANCES
WEFACTORY	SAS	Président : NetMedia Group Directeur Général : HL FINANCES
NETMEDIA INTERNATIONAL FRANCE	SAS	Président : NetMedia Group Directeur Général : HL FINANCES
NETMEDIAEUROPE DEUTSCHLAND GMBH	GMBH	Président : Pascal CHEVALIER
NETMEDIA INTERNATIONAL SPAIN	SLU	Président : Pascal CHEVALIER
NETMEDIA INTERNATIONAL UK	LIMITED	Président : Pascal CHEVALIER
COMNECT	SAS	Président : NetMedia Group Directeur Général : HL FINANCES
NETMEDIA IMMERSIVE	SAS	Président : NetMedia Group Directeur Général : HL FINANCES
U-PROGRESS	SAS	Président : NetMedia Group Directeur Général : HL FINANCES
MADEMOISELLE SCARLETT	SAS	Président : NetMedia Group
BIG YOUTH	SAS	Président : NetMedia Group
SEQUOIA	SAS	Président : NetMedia Group

## 2. CONSEIL D'ADMINISTRATION

### 2.1. Liste des mandats et fonctions dans la Société

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37-4 du Code de commerce, nous vous présentons la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés au sein de la Société par chacun des mandataires sociaux au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023 :

Nom, prénom	Fonction	Date de nomination	Date d'expiration
PASCAL CHEVALIER	Administrateur	29-déc-22	Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2029
	Président du Conseil d'Administration	29-déc-22	Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2029
HERVÉ LENGART	Administrateur	29-déc-22	Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2029
	Directeur Général	29-déc-22	Jusqu'au 29 décembre 2028
GAUTIER NORMAND	Administrateur	29-déc-22	Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2029
	Directeur Général Délégué	29-déc-22	Jusqu'au 29 décembre 2028

Il est rappelé que M. Édouard Rencker a démissionné de ses fonctions d'administrateur le 7 septembre 2023.

### 2.2. Liste des mandats et fonctions des dirigeants de la Société hors la Société

#### 2.2.1. Les mandats de M. Pascal Chevalier

##### 2.2.1.1. Au sein du groupe Reworld Media

- Président du Conseil d'Administration et Directeur Général de **REWORLD MEDIA**, société anonyme à Conseil d'Administration, ayant son siège social 8, rue Barthélemy Danjou, 92100 Boulogne-Billancourt et immatriculée sous le numéro unique d'identification 439 546 011 au RCS de Nanterre,
- Gérant de la société **EDI SIC**, société à responsabilité limitée ayant son siège social 8, rue Barthélemy Danjou, 92100 Boulogne-Billancourt et immatriculée sous le numéro 397 912 528 au RCS de Nanterre,
- Administrateur de **REWORLD MEDIA PTE LTD**, société de droit chinois ayant son siège social 51 Goldhill Plaza # 12-11- Singapour (308 900) et immatriculée sous le numéro 201228461 D à Singapour,
- Président du Conseil d'Administration de la société **TRADEDOUBLER AB**, société de droit suédois ayant son siège social au Birger Jarlsgatan 57A, 7th floor, Stockholm et immatriculée sous le numéro 556575-7423,
- Directeur Général, via la société CPI et CPG, de la société **REWORLD MEDIA SERVICES** (filiale de REWORLD MEDIA), société par actions simplifiée, dont le siège social est sis 8, rue Barthélemy Danjou, 92100 Boulogne-Billancourt et immatriculée sous le numéro 825 067 705 RCS Nanterre.

##### 2.2.1.2. Autres mandats

- Administrateur de la société **TRINOVA CRÉATION**, société par actions simplifiée ayant son siège social : 17, avenue Charles de Gaulle, 69370 Saint-Didier-au-Mont-d'Or et immatriculée sous le numéro 431 985 340 au RCS de Lyon,
- Administrateur de la société **TRINOVA**, société anonyme ayant son siège social : 17, avenue Charles de Gaulle, 69370 Saint-Didier-au-Mont-d'Or et immatriculée sous le numéro 411 877 657 au RCS de Lyon,
- Administrateur de la société **NEXTEDIA**, société anonyme ayant son siège social au 11-13 Cours Valmy Tour Pacific, 92800 Puteaux et immatriculée sous le numéro 429 699 770 au RCS de Nanterre,
- Président de la société **CPI**, société par actions simplifiée à associé unique ayant son siège social 13, rue Saint-Lazare, 75009 Paris et immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 502 687 577,



## PARTIE 5 – DIRECTION DU GROUPE

- Gérant de la « **SCI LES TENNIS DE CHAILLY** » ayant son siège social 7, route de Fontainebleau, 77930 Chailly-en-Bière, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Melun sous le numéro 323 362 582,
- Gérant de la société civile immobilière « **IMMOVENTURE 1** » ayant son siège social 8 rue Danjou – 92100 Boulogne-Billancourt, immatriculée sous le numéro 444 769 160 RCS NANTERRE,
- Gérant de la société **CTB**, société à responsabilité limitée ayant son siège social 13, rue Saint Lazare, 75009 PARIS et immatriculée sous le numéro 323 362 590 au RCS de Paris,
- Président la société **NETWORK ASIA VENTURES**, société soumise à la loi de la République de Singapour, ayant son siège au 51 Goldhill Plaza # 12-11 Singapour (308 900), immatriculé au registre sous le n° 201012523E,
- Directeur Général Délégué de la société **NETWORK FINANCES 2**, 13, rue Saint-Lazare, 75009 Paris et immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 749 813 853,
- Président du Conseil d'Administration de la société **EDUFORM'ACTION**, 98, rue du Château, 92100 Boulogne-Billancourt et immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 451 010 821,
- Co-Gérant de la société **50 PARTNERS GESTION**, 62, rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 Paris et immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 508 000 700,
- Membre du Comité stratégique, via CPI, de la société 50 PARTNERS, 62, rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 Paris et immatriculée sous le numéro 753 020 148 RCS PARIS,
- Président, via la société CPI, de la société **CPG**, société par actions simplifiée, dont le siège social est sis 8, rue Barthélemy Danjou, 92100 Boulogne-Billancourt et immatriculée sous le numéro 879 080 570 au RCS de Nanterre,
- Membre du conseil de surveillance de la société **HOPSCOTCH GROUP**, société anonyme au capital de 2 000 001 € dont le siège social est situé 23-25, rue Notre-Dame des Victoires, 75002 Paris et immatriculée sous le numéro 602 063 323 au RCS de Paris,
- Autres mandats dans des sociétés à objet immobilier.

Adresse professionnelle : 8, rue Barthélemy d'Anjou - 92100 Boulogne-Billancourt

### 2.2.2. Les mandats de M. Hervé Lenglard

- Président-Directeur Général de la société **HL FINANCES**, société par actions simplifiées ayant son siège social au 26B avenue Foch, 92259 La Garenne-Colombes et immatriculée sous le numéro unique 838 381 168 au RCS de Nanterre,
- Président de la société **CHATEAU**, société par actions simplifiées ayant son siège social au 98 rue du Château, 92100 Boulogne-Billancourt et immatriculée sous le numéro unique 840 806 426, RCS de Nanterre,
- Administrateur de la société **REST'INOV**, société par actions simplifiées ayant son siège social au 25 rue Guynemer 69002 Lyon et immatriculée sous le numéro unique 523 644 052 au RCS de Lyon B,
- Administrateur de la société **HOPPIUM**, société anonyme ayant son siège social au 61 rue des Belles Feuilles 75116 Paris et immatriculée sous le numéro unique 878 729 318 au RCS de Paris,
- Administrateur de la société **NEXTEDIA**, société anonyme ayant son siège social au 11 CRS Valmy 92800 Puteaux et immatriculée sous le numéro unique 429 699 770 au RCS de Nanterre,
- Président, via HL FINANCES, de la société **EDITIALIS**, société par actions simplifiée ayant son siège social au 98, rue du Château – 92100 Boulogne-Billancourt, immatriculée sous le numéro d'identification unique 732 030 705 RCS NANTERRE

- Président, via HL FINANCES, de la société **EDITIALIS MEDIA**, société par actions simplifiée ayant son siège social au 98, rue du Château – 92100 Boulogne-Billancourt, immatriculée sous le numéro d'identification unique 815 358 254 RCS NANTERRE
- Président, via HL FINANCES, de la société **EDITIABYS**, société par actions simplifiée ayant son siège social au 98, rue du Château – 92100 Boulogne-Billancourt, immatriculée sous le numéro d'identification unique 517 649 836 RCS NANTERRE
- Président, via HL FINANCES, de la société **WEFACTORY**, société par actions simplifiée ayant son siège social au 98, rue du Château – 92100 Boulogne-Billancourt, immatriculée sous le numéro d'identification unique 522 339 472 RCS NANTERRE
- Président, via HL FINANCES, de la société **CONNECT**, société par actions simplifiée ayant son siège social au 98, rue du Château – 92100 Boulogne-Billancourt, immatriculée sous le numéro d'identification unique 843 833 815 RCS NANTERRE
- Président, via HL FINANCES, de la société **NETMEDIA INTERNATIONAL France**, société par actions simplifiée ayant son siège social au 98, rue du Château – 92100 Boulogne-Billancourt, immatriculée sous le numéro d'identification unique 498 647 882 RCS NANTERRE
- Président, via HL FINANCES, de la société **NETMEDIA IMMERSIVE**, société par actions simplifiée ayant son siège social au 98, rue du Château – 92100 Boulogne-Billancourt, immatriculée sous le numéro d'identification unique 915 049 621 RCS NANTERRE
- Président, via HL FINANCES, de la société **U-PROGRESS**, société par actions simplifiée ayant son siège social au 98, rue du Château – 92100 Boulogne-Billancourt, immatriculée sous le numéro d'identification unique 418 199 071 RCS NANTERRE

Adresse professionnelle : 98, rue du Château – 92100 Boulogne-Billancourt

### 2.2.3. Les mandats de M. Gautier Normand

#### 2.2.3.1. Au sein du groupe Reworld Media

- Directeur Général Délégué de **REORLD MEDIA**, société anonyme à Conseil d'Administration, ayant son siège social 8, rue Barthélemy Danjou, 92100 Boulogne-Billancourt et immatriculée sous le numéro unique d'identification 439 546 011 au RCS de Nanterre,
- Administrateur de la société **TRADEDOUBLER AB**, société de droit suédois ayant son siège social au Birger Jarlsgatan 57A, 7<sup>th</sup> floor, Stockholm et immatriculée sous le numéro 556575-7423,
- Gérant de la société **ÉDITIONS REORLD AXEL SPRINGER (ERAS)** 40, avenue Aristide Briand, 92220 Bagneux et immatriculée sous le numéro unique 347 863 060 au RCS de Nanterre,
- Directeur Général, via la société JAG CONSEILS et CPG, de la société **REORLD MEDIA SERVICES** (filiale de REORLD MEDIA), société par actions simplifiée, dont le siège social est sis 8, rue Barthélemy Danjou, 92100 Boulogne-Billancourt et immatriculée sous le numéro unique 825 067 705 au RCS de Nanterre.

#### 2.2.3.2. Autres mandats

- Gérant de la société **JAG CONSEILS**, société à responsabilité limitée ayant son siège social situé 24, rue Anna Jacquin, 92100 Boulogne-Billancourt et immatriculée sous le numéro 789 696 648 au RCS de Nanterre,
- Gérant de la société **ETEL**, 24, rue Anna Jacquin, 92100 Boulogne-Billancourt et immatriculée au RCS de Nanterre sous le n° 499 094 167,
- Gérant de la société **SCI EHAN C'HOUECK**, 24, rue Anna Jacquin, 92100 Boulogne-Billancourt et immatriculée au RCS de Nanterre sous le n° 802 024 216,
- Directeur Général et administrateur de la société **EDUFORM'ACTION**, société anonyme dont le siège social est situé 98, rue du Château, 92100 Boulogne-Billancourt et immatriculée sous le numéro 451 010 821 au RCS de Nanterre.

Adresse professionnelle : 8, rue Barthélemy d'Anjou - 92100 Boulogne-Billancourt



### 2.3. Informations sur les membres du Conseil d'Administration

Il n'existe aucun lien familial entre les membres du Conseil d'Administration.

Au cours des cinq dernières années :

- aucun membre n'a été associé à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation ;
- aucun membre n'a fait l'objet d'une incrimination ou sanction publique officielle prononcée par des autorités statutaires ou réglementaires ;
- aucun membre n'a jamais été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires de l'émetteur ;
- aucun membre n'a fait l'objet d'une condamnation pour fraude.

## 3. RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

Dirigeant concerné	Fonction exercée	Type de rémunération	Montant versé au titre de 2023
<b>Édouard RENCKER</b>	Directeur Général Délégué (à compter du 29 décembre 2022)	Rémunération brute annuelle	122 143
		Rémunération variable	37 804
		Avantage en nature	N/A
<b>Pascal CHEVALIER*</b>	Président du Conseil d'Administration depuis le 29 décembre 2022	Rémunération brute annuelle	N/A
		Rémunération variable	N/A
		Avantage en nature	N/A
<b>HERVE LENGART</b>	Directeur Général depuis le 29 décembre 2022	Rémunération brute annuelle	131 631
		Rémunération variable	10 969
		Avantage en nature	N/A
<b>Gautier NORMAND*</b>	Directeur Général Délégué depuis le 29 décembre 2022	Rémunération brute annuelle	N/A
		Rémunération variable	N/A
		Avantage en nature	N/A

\* Par ailleurs nous vous rappelons l'existence de conventions réglementées décrites dans le rapport spécial du commissaire aux comptes en annexe.

## 4. CONVENTIONS CONCLUES ENTRE UN DIRIGEANT, ACTIONNAIRE SIGNIFICATIF ET UNE SOCIÉTÉ CONTRÔLÉE

Nous vous précisons que les conventions réglementées conclues et autorisées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution a été poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023 ont fait l'objet d'un examen par le Conseil d'Administration.

Ces conventions sont présentées dans le rapport spécial du Commissaire aux comptes figurant en **Annexe** des présentes.

## 5. DÉLÉGATIONS EN MATIÈRE D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37-4 alinéa 3 du Code de commerce, la Société présente le tableau récapitulatif des délégations de compétence et de pouvoirs accordées par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration en matière d'augmentation de capital par application des dispositions des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2 dudit Code. Le tableau figure en Annexe 1 du présent rapport.

## 6. RÉGIME DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE EN VIGUEUR EN FRANCE AFEP-MEDEF

NetMedia Group se conforme aux recommandations AFEP-MEDEF sur le régime du gouvernement d'entreprise en vigueur dans son pays sauf sur les points suivants :

- Durée des mandats qui sont de six et non quatre ans.
- Le renouvellement par roulement, l'échéance des mandats des administrateurs étant de fait alterné.



## PARTIE 6 – ÉVOLUTION DES RÉSULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE

### 1. PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS

Nous vous rappelons que les comptes qui vous sont présentés ont été établis conformément à la réglementation en vigueur et aux principes comptables français, en suivant les mêmes méthodes que lors de l'exercice précédent.

### 2. PRÉSENTATION DES PRINCIPAUX AGRÉGATS DES COMPTES CONSOLIDÉS

#### 2.1. Présentation du chiffre d'affaires, de la marge brute et de l'EBITDA consolidés

En K€	2023			2022	23 vs 22	23 vs 22
	S1	S2	31/12	31/12	Variation (K€)	Variation (%)
Chiffres d'affaires	12 001	11 171	23 172	9 288	13 884	149 %
Marge brute	7 587	8 196	15 783	6 541	9 242	141 %
MB/CA	63 %	73 %	68 %	70 %	-	-
EBITDA <sup>(1)</sup>	(1 947)	250	(1 698)	(982)	(716)	-73 %

(1) Le calcul de l'EBITDA correspond au Résultat d'Exploitation (EBIT) retraité des dotations aux amortissements.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe ressort à 23,2 M€, en croissance de +149 % par rapport à 2022 (- 22 % en organique<sup>(1)</sup>). NetMedia enregistre un EBITDA consolidé de -1,7 M€ en 2023, en recul de -73 % (- 0,7 M€) par rapport à l'exercice précédent. La rentabilité opérationnelle progresse d'une façon notable entre le premier et le second semestre, avec le passage d'un EBITDA négatif de 1,9 M€ à un EBITDA positif de 0,3 M€. Cette amélioration est essentiellement due à la réorganisation du Groupe pour compenser la diminution du chiffre d'affaires et au lancement de nouvelles offres permettant à NetMedia de passer d'un taux de marge brute de 63 % à 73 % au cours de l'année.

#### 2.2. Compte de résultat consolidé

En K€	31/12/2023	31/12/2022	Variation (K€)	Variation (%)
Chiffres d'affaires	23 172	9 288	13 884	149 %
Charges opérationnelles	(24 870)	(10 270)	(14 600)	142 %
<b>EBITDA</b>	<b>(1 698)</b>	<b>(982)</b>	<b>(716)</b>	<b>73 %</b>
Dotations aux amortissements	(152)	(71)	559	- 79 %
<b>EBIT</b>	<b>(1 850)</b>	<b>(1 693)</b>	<b>(157)</b>	<b>9 %</b>
Résultat financier	(983)	(21)	(962)	4 581 %
Résultat exceptionnel	(1 834)	(380)	(1 454)	383 %
Impôts sur le résultat	(35)	160	(195)	- 122 %
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>(4 702)</b>	<b>(1 934)</b>	<b>(2 768)</b>	<b>143 %</b>
Intérêts minoritaires	0	0	-	-
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>(4 702)</b>	<b>(1 934)</b>	<b>(2 768)</b>	<b>143 %</b>

L'EBIT (résultat d'exploitation) consolidé du Groupe s'élève à -1,8 M€ au 31 décembre 2023, en recul de 9,0 %. Le résultat financier s'établit à -0,98 M€ (2022 : -0,02 M€). Il se compose principalement d'une dépréciation des actions propres de près de 0,7 M€ liée à la baisse du cours de bourse et de charges d'intérêts liées à la dette bancaire du Groupe, issue des acquisitions réalisées.

(1) Organique : en prenant en compte les activités NetMedia historiques à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Le résultat exceptionnel s'établit à -1,8 M€ (2022 : -0,4 M€). Il inclut notamment des charges liées à l'intégration des acquisitions visant à optimiser la base de coûts récurrents. Le résultat net consolidé de 2023 ressort à -4,7 M€ contre -1,9 M€ en 2022.

### 2.3. Bilan consolidé

En K€	31/12/2023	31/12/2022	Variation (K€)
Actif immobilisé	10 202	13 006	(2 804)
Impôts différés actifs	1 944	1 961	(17)
Actif circulant	8 223	11 639	(3 421)
Trésorerie et équivalents	2 475	7 248	(4 773)
<b>ACTIF</b>	<b>22 844</b>	<b>33 854</b>	<b>(11 015)</b>
Capitaux propres part du groupe	2 017	7 074	(5 057)
Intérêts minoritaires	0	0	0
Provisions	793	3 996	(3 203)
Dettes financières	4 656	6 365	(1 709)
Passif circulant	15 378	16 419	(1 045)
<b>PASSIF</b>	<b>22 844</b>	<b>33 854</b>	<b>(11 015)</b>

NetMedia Group affiche une situation financière maîtrisée au 31 décembre 2023 avec des fonds propres à hauteur de 2,1 M€ (2022 : 7,1 M€) et une trésorerie active de 2,5 M€. Le Groupe poursuit son désendettement. La dette financière s'établit au 31 décembre 2023 à 4,6 M€ (2022 : 6,3 M€) avec une dette nette qui ressort à 2,1 M€.

### 2.4. Flux de trésorerie

En K€	31/12/2023	31/12/2022
<b>EBITDA</b>	<b>(1 698)</b>	<b>(982)</b>
Effet de trésorerie d'exploitation	1 726	(1 575)
<b>FLUX OPÉRATIONNEL</b>	<b>28</b>	<b>(2 557)</b>
IS	0	0
Effet de trésorerie exceptionnel	(2 560)	(380)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>(2 532)</b>	<b>(2 937)</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT <sup>(1)</sup></b>	<b>(597)</b>	<b>6 424</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE</b>	<b>(3 129)</b>	<b>3 487</b>
Financement	(1 644)	46
Acquisitions	(100)	(2 472)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>	<b>(1 744)</b>	<b>(2 426)</b>
<b>VARIATION DE TRÉSORERIE DE TRÉSORERIE ACTIVE</b>	<b>(4 773)</b>	<b>1 061</b>
Incidence des variations de taux de change	105	1
<b>TRÉSORERIE À L'OUVERTURE</b>	<b>7 248</b>	<b>6 187</b>
<b>TRÉSORERIE À LA CLÔTURE</b>	<b>2 475</b>	<b>7 248</b>

(1) Dont intégration du périmètre historique NetMedia.

Le Groupe dispose d'une trésorerie active de 2,5 M€ au 31 décembre 2023, en baisse de 4,7 M€. Il génère sur l'exercice un flux de trésorerie d'exploitation positif de 28 K€ (2022 : -2,55 M€) et un flux de trésorerie disponible de -3,1 M€ (2022 : 3,4 M€ impacté par l'entrée du périmètre NetMedia historique), inférieurs à l'exercice précédent sous l'effet combiné de l'intégration des acquisitions et des coûts exceptionnels liés au repositionnement du Groupe. Le flux des activités de financement se compose d'une part du flux de financement négatif de -1,6 M€, correspondant aux remboursements de capital et intérêts, et d'autre part d'un flux négatif de trésorerie de -100 K€ lié au complément de prix d'une acquisition réalisée en 2022.



## PARTIE 6 – ÉVOLUTION DES RÉSULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE

### 3. RÉSULTATS SOCIAUX DE LA SOCIÉTÉ NETMEDIA GROUP (COMPTES SOCIAUX)

Au 31 décembre 2023, le chiffre d'affaires de la Société s'est élevé à 2 619 148 € contre 3 952 898 € au titre de l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation pour l'exercice 2023 s'élève à 673 505 € contre (160 098) € pour l'exercice précédent.

Le résultat financier pour l'exercice 2023 s'élève à (11 123 190) € contre (3 793 291) € pour l'exercice précédent.

Le résultat courant avant impôt pour l'exercice 2023 s'élève à (10 449 685) € contre (3 953 389) € pour l'exercice précédent.

Le résultat exceptionnel pour l'exercice 2023 s'élève à (407 330) € contre (1 378 284) € pour l'exercice précédent.

L'exercice clos le 31 décembre 2023 fait ressortir un résultat net comptable de (10 857 015) € contre (5 331 673) € pour l'exercice précédent.

### 4. FILIALES ET PARTICIPATIONS

#### 4.1. Filiales et participations

Le périmètre de consolidation au 31 décembre 2022 est le suivant :

Société	% de détention	Siège social	Immatriculation	Poste	2022 (en k€)	2023 (en k€)
EDITIABYS	détention directe à 100 %	98 rue du Château - 92100 Boulogne-Billancourt	517 649 836 RCS NANTERRE	Chiffres d'affaires	0	0
				Résultat net	1 349	(11)
EDITIALIS	détention directe à 100 %	98 rue du Château - 92100 Boulogne-Billancourt	732 030 705 RCS NANTERRE	Chiffres d'affaires	10 178	8 945
				Résultat net	420	(648)
EDITIALIS MEDIA	détention directe à 100 %	98 rue du Château - 92100 Boulogne-Billancourt	815 358 254 RCS NANTERRE	Chiffres d'affaires	4 469	4 764
				Résultat net	74	3
WEFACTORY	détention directe à 100 %	98 rue du Château - 92100 Boulogne-Billancourt	522 339 472 RCS NANTERRE	Chiffres d'affaires	2 232	1 677
				Résultat net	123	(16)
NETMEDIA INTERNATIONAL FRANCE	détention directe à 100 %	98 rue du Château - 92100 Boulogne-Billancourt	498 647 882 RCS NANTERRE	Chiffres d'affaires	5 730	4 152
				Résultat net	691	(69)
NETMEDIAEUROPE DEUTSCHLAND GMBH	détention directe à 100 %	Sonnenstraße 31803, 31 München	NIF : DE14316610642	Chiffres d'affaires	1 094	790
				Résultat net	15	(183)
NETMEDIA INTERNATIONAL SPAIN SL	détention directe à 100 %	Paseo de la Castellana 180 1ªA derecha, 28046 Madrid	NIF : 2021C3687070078W	Chiffres d'affaires	1 555	1 809
				Résultat net	79	47

Société	% de détention	Siège social	Immatriculation	Poste	2022 (en k€)	2023 (en k€)
NETMEDIA INTERNATIONAL UK LIMITED	détention directe à 100 %	16 Upper Woburn Place, London	NIF : 06871902	Chiffres d'affaires	1 451	943
				Résultat net	290	(320)
COMNECT	détention directe à 100 %	98 rue du Château - 92100 Boulogne-Billancourt	843 833 815 RCS NANTERRE	Chiffres d'affaires	2 326	1 434
				Résultat net	(192)	(1 271)
IMMERSIVE	détention directe à 90 %	98 rue du Château - 92100 Boulogne-Billancourt	915 049 621 RCS NANTERRE	Chiffres d'affaires	0	0
				Résultat net	(255)	(10)
U-PROGRESS	détention directe à 100 %	98 rue du Château - 92100 Boulogne-Billancourt	418 199 071 RCS NANTERRE	Chiffres d'affaires	921	1 264
				Résultat net	40	(13)
MADEMOISELLE SCARLETT	détention directe à 100 %	98 rue du Château - 92100 Boulogne-Billancourt	350 144 093 RCS PARIS	Chiffres d'affaires	3 923	3 601
				Résultat net	(539)	(270)
BIG YOUTH	détention directe à 100 %	98 rue du Château - 92100 Boulogne-Billancourt	454 072 034 RCS PARIS	Chiffres d'affaires	2 460	2 053
				Résultat net	(500)	(946)
SEQUOIA	détention directe à 100 %	98 rue du Château - 92100 Boulogne-Billancourt	329 936 611 RCS PARIS	Chiffres d'affaires	3 421	3 269
				Résultat net	(138)	(458)

La Société n'a effectué aucune prise de participation significative dans des sociétés ayant leur siège en France ou effectué la prise de contrôle dans de telles sociétés.

#### 4.2. Aliénation de participations croisées

La Société n'a effectué aucune aliénation d'actions à l'effet de régulariser des participations croisées.

#### 4.3. Situation des succursales

La Société ne dispose d'aucune succursale.

### 5. PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un déficit de 10 857 015 €.

L'intégralité du résultat déficitaire de l'exercice, soit la somme de (10 857 015) € serait affectée au compte « report à nouveau » pour le porter après affectation à (16 081 847) €.

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé que la Société n'a procédé à aucune distribution de dividende au titre des trois précédents exercices.

### 6. DÉPENSES NON DÉDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément à l'article 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, aucune charge, ni aucune dépense somptuaire, ni aucun amortissement excédentaire n'ont été enregistrés au cours de l'exercice.



## PARTIE 6 – ÉVOLUTION DES RÉSULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE

### 7. DÉLAIS DE PAIEMENT

En application des articles L. 441-14 et D. 441-6 du Code de commerce, ci-dessous la décomposition des délais de paiements des fournisseurs et clients, faisant apparaître les factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu :

#### Délais de paiements fournisseurs :

Article D. 441 I, 1<sup>o</sup> du Code de commerce : factures **reçues** non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu.

	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
Nombre de factures concernées					152
Montant total des factures concernées TTC	3 551	40 072	8 059	273 506	325 188
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice TTC	0,19 %	2,09 %	0,42 %	14,27 %	16,97 %
<b>(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses non comptabilisées</b>					
Nombre de factures exclues			0		
Montant total des factures exclues TTC			0		
<b>(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal – article L. 441-6 ou article L. 441-3 du Code de commerce)</b>					
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement			30 jours		

#### Délais de paiements clients :

Article D. 441 I, 2<sup>o</sup> du Code de commerce : factures **émises** non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu.

	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
Nombre de factures concernées					11
Montant total des factures concernées TTC	0	0	0	215 487	215 487
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice TTC	0,00 %	0,00 %	0,00 %	6,14 %	6,14 %
<b>(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses non comptabilisées</b>					
Nombre de factures exclues			0		
Montant total des factures exclues TTC			0		
<b>(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal – article L. 441-6 ou article L. 441-3 du Code de commerce)</b>					
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement			30 jours		

### 8. PRÊTS INTERENTREPRISES

En application des dispositions des articles L. 511-6, 3 bis al 2 (modifié par la loi 2019-486 du 22.05.2019) et R. 511-2-1-1 et R. 511-2-1-2 du Code monétaire et financier, les sociétés par actions dont les comptes sont certifiés par un Commissaire aux comptes doivent communiquer dans le rapport de gestion le montant des prêts à moins de trois ans consentis aux entreprises avec lesquelles elles entretiennent des liens économiques, tel qu'attesté par le Commissaire aux comptes (régime différent des prêts intragroupes autorisés par l'article L. 511-7 du Code monétaire et financier).

Aucun prêt de moins de trois ans n'a été consenti par la Société au profit des sociétés visées ci-dessus.



## PARTIE 7 – RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ

### 1. COMPTES SOCIAUX

#### 1.1. États Financiers annuels au 31 décembre 2023

##### 1.1.1. Bilan Actif

En €	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2023	Net 31/12/2022
Capital souscrit non appelé				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	13 999	13 999		17 747
Fonds commercial	215 961	215 961		
Autres immobilisations incorporelles	33 811 503		33 811 503	33 811 503
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, mat. et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	98 956	88 184	10 772	52 730
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	26 917 407	16 115 597	10 801 810	16 501 778
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	575 000		575 000	164 200
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>	<b>61 632 826</b>	<b>16 433 741</b>	<b>45 199 085</b>	<b>50 547 958</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
<b>CRÉANCES</b>				
Avances et acomptes versés sur commandes	50		50	1 062
Clients et comptes rattachés	531 633		531 633	710 329
Autres créances	9 040 776	230 000	8 810 776	6 539 330
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>DIVERS</b>				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : 403 757)	1 712 059	1 308 303	403 757	1 081 851
Disponibilités	122 300		122 300	2 082 291
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION</b>				
Charges constatées d'avance	962		962	140 963
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>11 407 780</b>	<b>1 538 303</b>	<b>9 869 477</b>	<b>10 555 826</b>
Frais d'émission d'emprunt à étaler	9 478		9 478	9 677
Primes de remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>73 050 084</b>	<b>17 972 043</b>	<b>55 078 041</b>	<b>61 113 461</b>

##### 1.1.2. Bilan Passif

En €	Exercice 31/12/2023	Exercice 31/12/2022
Capital social ou individuel Dont versé : 30 534 867	30 534 867	30 534 867
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	24 858 076	24 926 673
Écarts de réévaluation		
Réserve légale	523 730	523 729
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées	844 561	844 561
Autres réserves		
Report à nouveau	(5 224 832)	106 844
<b>Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)</b>	<b>(10 857 015)</b>	<b>(5 331 673)</b>
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	99 389	71 688
<b>Capitaux propres</b>	<b>40 778 777</b>	<b>51 676 689</b>
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>Autres fonds propres</b>		
Provisions pour risques	5 063 645	291 714
Provisions pour charges		
<b>Provisions</b>	<b>5 063 645</b>	<b>291 714</b>
<b>DETTES FINANCIÈRES</b>		
Emprunts obligataires convertibles	11 821	39 855
Autres emprunts obligataires	54 043	73 323
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 818 436	3 414 721
Emprunts et dettes financières divers	153 110	159 990
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	5 040	5 040
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	683 788	1 044 637
Dettes fiscales et sociales	427 442	599 467
Dettes diverses		
<b>DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHÉS</b>		
Autres dettes	5 081 939	3 808 026
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION</b>		
Produits constatés d'avance		
<b>DETTES</b>	<b>9 235 619</b>	<b>9 145 059</b>
Écarts de conversion passif		
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>55 078 041</b>	<b>61 113 462</b>



## PARTIE 7 – RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ

### 1.1.3. Compte de résultat

En €	France	Export	Exercice 31/12/2023	Exercice 31/12/2022
Vente de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	2 619 148		2 619 148	3 952 898
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES NET</b>	<b>2 619 148</b>		<b>2 619 148</b>	<b>3 952 898</b>
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				140 000
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			9 837	17 973
Autres produits			14 133	444
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			<b>2 643 118</b>	<b>4 111 315</b>
Achat de marchandises (y compris droits de douane)			(11 126)	
Variation de stock (marchandises)				
Achat de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			1 100 328	3 036 820
Impôts, taxes et assimilés			81 405	114 574
Salaires et traitements			521 556	733 024
Charges sociales			216 998	313 917
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			20 481	33 524
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				
Autres charges			39 970	39 554
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			<b>1 969 613</b>	<b>4 271 413</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>673 505</b>	<b>(160 098)</b>

En €	France	Export	Exercice 31/12/2023	Exercice 31/12/2022
<b>OPÉRATIONS EN COMMUN</b>				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			<b>9 772 502</b>	<b>128 381</b>
Produits financiers de participations			1 000 000	2 855
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			463 425	125 526
Reprises sur provisions et transferts de charges			8 309 077	
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>			<b>20 895 692</b>	<b>3 921 672</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions			12 504 715	3 782 597
Intérêts et charges assimilées			8 377 994	110 798
Différences négatives de change			5 352	29
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			7 632	28 248
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>			<b>(11 123 190)</b>	<b>(3 793 291)</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>			<b>(10 449 685)</b>	<b>(3 953 389)</b>
<b>Produits exceptionnels</b>			<b>25 139</b>	<b>141</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			25 139	
Produits exceptionnels sur opérations en capital				141
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Charges exceptionnelles			432 469	1 378 425
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			348 039	280 943
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			56 729	1 069 783
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			27 700	27 699
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>			<b>(407 330)</b>	<b>(1 378 284)</b>
Participation des salariés aux résultats				
Impôts sur les bénéfices				
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>			<b>12 440 759</b>	<b>4 239 837</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>			<b>23 297 774</b>	<b>9 571 510</b>
<b>BÉNÉFICE OU PERTE</b>			<b>(10 857 015)</b>	<b>(5 331 673)</b>



## PARTIE 7 – RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ

### 1.2. Annexes aux comptes annuels

#### Sommaire

<b>1.2.1. ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ ET FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE</b> .....	<b>41</b>
1.2.1.1. Activité de la société.....	41
1.2.1.2. Fait caractéristique de l'exercice .....	41
1.2.1.3. Comparabilité des comptes .....	41
<b>1.2.2. ÉVÉNEMENT SIGNIFICATIF SURVENU DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE</b> .....	<b>41</b>
<b>1.2.3. PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES</b> .....	<b>41</b>
1.2.3.1. Règles générales .....	41
1.2.3.2. Recours à des estimations.....	42
1.2.3.3. Dérogations aux principes généraux .....	42
<b>1.2.4. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF</b> .....	<b>42</b>
1.2.4.1. Actif immobilisé.....	42
1.2.4.2. Actif circulant.....	45
<b>1.2.5. LES LIQUIDITÉS DISPONIBLES EN BANQUE ET EN CAISSE ONT ÉTÉ ÉVALUÉES À LA VALEUR NOMINALE.</b> .....	<b>46</b>
1.2.5.1. Valeurs mobilières de placement .....	46
1.2.5.2. Produits à recevoir .....	46
1.2.5.3. Charges constatées d'avance et écart de conversion actif.....	46
<b>1.2.6. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF</b> .....	<b>47</b>
1.2.6.1. Capitaux propres .....	47
1.2.6.2. Passifs et provisions.....	48
<b>1.2.7. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT</b> .....	<b>50</b>
1.2.7.1. Compte de résultat .....	50
1.2.7.2. Autres informations .....	52
1.2.7.3. Informations au titre des opérations réalisées avec des parties liées.....	52
1.2.7.4. Rémunération des dirigeants.....	52
1.2.7.5. Honoraires des Commissaires aux comptes.....	52
1.2.7.6. Engagements de retraite.....	52
1.2.7.7. Informations relatives à l'effectif.....	53

#### 1.2.1. Activité de la Société et faits caractéristiques de l'exercice

##### 1.2.1.1. Activité de la société

La SA NetMedia Group au capital de 30 534 867 euros dont le siège social est 98 rue du Château 92100 Boulogne-Billancourt et dont le SIREN est 399 364 751 présente le bilan avant répartition de l'exercice clos au 31/12/2023 qui se caractérise par les données suivantes :

- Total Bilan : 55 078 041 euros
- Résultat net comptable : (10 857 015) euros

Les notes et les tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels de la société NetMedia Group.

##### 1.2.1.2. Fait caractéristique de l'exercice

###### Fusions :

Au 31 juillet 2023, les sociétés EKOVA, MAKHEIA LFI, IMAGE FORCE et NEW DBN ont fusionné au sein de la société NetMedia Group avec effet rétroactif au 01/01/2023.

##### 1.2.1.3. Comparabilité des comptes

Les comptes ci-après couvrent la période du 01/01/2023 au 31/12/2023 soit une durée de 12 mois. Les comptes au 31/12/2022 et au 31/12/2023 sont donc comparables.

#### 1.2.2. Événement significatif survenu depuis la clôture de l'exercice

Le 12 mars 2024, NetMedia Group a conclu un accord avec des investisseurs financiers historiques les engageant à participer à une augmentation de capital d'un montant de l'ordre de 800 000 € qui serait réalisée d'ici le 30 juin 2024 sur la base d'un prix par action égal à 0,038 €.

Afin d'aligner le nominal des actions avec le prix par action retenu, il serait préalablement procédé à une réduction de capital non motivée par des pertes par diminution de la valeur nominale de chaque action.

Cette augmentation de capital permettra ainsi de renforcer les fonds propres du Groupe.

Concomitamment à cet accord et fin d'assurer un reclassement d'actions de l'un des investisseurs financiers, les dirigeants du Groupe vont acquérir une partie de ces actions actuellement détenues.

#### 1.2.3 Principes et méthodes comptables

##### 1.2.3.1. Règles générales

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de commerce et du règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 modifié par le règlement ANC 2022-04 du 4 novembre 2022.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.



## PARTIE 7 – RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ

### 1.2.3.2. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite l'utilisation d'hypothèses et d'estimations qui peuvent avoir une incidence sur la valeur comptable de certains éléments du bilan et/ou du compte de résultat, ainsi que sur les notes fournies dans l'annexe des comptes annuels. Ces estimations peuvent être révisées si les bases d'informations sur lesquelles elles sont établies évoluent. Elles peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité. Les principales estimations concernent les hypothèses retenues pour :

- l'évaluation et la dépréciation des actifs incorporels et corporels ;
- l'évaluation des provisions et des engagements des retraites ;
- l'évaluation et la valorisation des titres de participations.

### 1.2.3.3. Dérogations aux principes généraux

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

## 1.2.4. Informations relatives au bilan actif

### 1.2.4.1. Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition sont rattachés au coût d'acquisition.

Les coûts d'emprunt sont rattachés au coût d'acquisition.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 4.1.2.1.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur en fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement ;
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles.

Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont reprises en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

Participations et autres titres :

Les titres de participations ainsi que les autres titres immobilisés ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, y compris les frais accessoires.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition. La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité de l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de la valeur de l'actif net, de la rentabilité et des perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

### 1.2.4.1.1. État de l'actif immobilisé

En €	Montant au 01/01/2023	Augmentations	Diminutions	Montant au 31/12/2023
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	33 833 840	229 960	22 337	34 041 463
<b>Total des immobilisations incorporelles</b>	<b>33 833 840</b>	<b>229 960</b>	<b>22 337</b>	<b>34 041 463</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Insta. générales, agencements des constructions				
Inst. techniques, mat. et outillages industriels				
Inst. générales, agencnts, aménagements divers	31 733	9 112	35 800	5 045
Matériel de transport				
Matériel de bureau et mobilier informatique	106 483	26 275	38 847	93 911
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Total des immobilisations corporelles</b>	<b>138 216</b>	<b>35 387</b>	<b>74 647</b>	<b>98 956</b>
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	33 461 620	3 243 968	9 788 181	26 917 407
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	164 200	415 000	4 200	575 000
<b>Total des immobilisations financières</b>	<b>33 625 820</b>	<b>3 658 968</b>	<b>9 792 381</b>	<b>27 492 407</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>67 597 876</b>	<b>3 924 315</b>	<b>9 889 365</b>	<b>61 632 826</b>



## PARTIE 7 – RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ

### 1.2.4.1.2. Amortissements de l'actif immobilisé

En €	Montant au 01/01/2023	Augmentations	Diminutions	Montant au 31/12/2023
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement, de recherche et de dév.				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	4 590	13 999	4 590	13 999
<b>Total des immobilisations incorporelles</b>	<b>4 590</b>	<b>13 999</b>	<b>4 590</b>	<b>13 999</b>
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements des constr.				
Installations techniques, matériel et outillage indust.				
Installations générales, agencements, aménagements	1 976	10 167	10 290	1 852
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	83 510	10 602	7 780	86 332
Emballages récupérables et divers				
<b>Total des immobilisations corporelles</b>	<b>85 486</b>	<b>20 769</b>	<b>18 070</b>	<b>88 184</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>90 076</b>	<b>34 768</b>	<b>22 660</b>	<b>102 183</b>

Charges réparties sur plusieurs exercices	Montant au 01/01/2023	Augmentations	Diminutions	Montant au 31/12/2023
Frais d'émission d'emprunt à étaler	9 677		199	9 478
Primes de remboursement des obligations				

### 1.2.4.1.3. Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissements	
	Mode	Taux
Installations générales, agencements, aménagements	Linéaire	20 %
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	33 %
Mobilier	Linéaire	20 %

### 1.2.4.1.4. Précisions sur certains éléments de l'actif immobilisé

#### Fonds commercial

Sont comptabilisés dans le poste fonds commercial les éléments incorporels du fonds de commerce acquis qui ne font pas l'objet d'une évaluation et d'une comptabilisation séparées au bilan et qui concourent au maintien et au développement du potentiel d'activité de l'entité.

Il est composé principalement de la clientèle, de l'achalandage, de l'enseigne, du nom commercial et, plus largement, des parts de marché.

En l'absence de limite prévisible à la durée des avantages économiques attendus par notre entité, la durée d'utilisation de notre fonds commercial est non limitée et le fonds commercial ne fait pas l'objet d'amortissement.

Nous appliquons la présomption de durée non limitée de notre fonds commercial.

En l'absence d'amortissement, un test de dépréciation annuel est réalisé.

Le cas échéant, il fait l'objet d'une dépréciation. Les actifs ayant des caractéristiques similaires suivent un traitement comparable.

### 1.2.4.2. Actif circulant

#### 1.2.4.2.1. États des créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur nominale et/ou lorsque des difficultés de recouvrement des pertes sur créances, de l'analyse de l'antériorité et d'une estimation détaillée des risques sont clairement identifiées. Les dépréciations sont évaluées en tenant compte de l'historique des pertes sur créances, de l'analyse de l'antériorité et d'une estimation détaillée des risques.

En €	Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'1 an	31/12/2023
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>				
Créances rattachées à des participations				
Prêts <sup>(1) (2)</sup>				
Autres immobilisations financières	575 000		575 000	164 200
<b>Total actif immobilisé</b>	<b>575 000</b>		<b>575 000</b>	<b>164 200</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients	531 633	531 633		710 329
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés	1 633	1 633		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices	191	191		
Taxe sur la valeur ajoutée	181 637	181 637		240 880
Autres impôts, taxes et versements assimilés				
Divers	25 161	25 161		82 529
Groupe et associés <sup>(2)</sup>	8 730 783	8 730 783		6 786 448
Débiteurs divers	60 831	60 831		31 692
<b>Total actif circulant</b>	<b>9 531 868</b>	<b>9 531 868</b>		<b>7 851 878</b>
Charges constatées d'avance				
	962	962		140 963
<b>TOTAL DES CRÉANCES</b>	<b>10 107 830</b>	<b>9 532 830</b>	<b>575 000</b>	<b>8 157 041</b>

(1) Prêts accordés en cours d'exercice.

(2) Prêts et avances consentis aux associés.



## PARTIE 7 – RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ

### 1.2.5. Les liquidités disponibles en banque et en caisse ont été évaluées à la valeur nominale.

#### 1.2.5.1. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont des titres acquis en vue de réaliser un gain à brève échéance. Elles sont comptabilisées pour leur prix d'acquisition (converties en euros au cours du jour pour les VMP en devises).

La dépréciation est égale à la différence entre la valeur historique des valeurs mobilières et leur valeur de cotation à chaque clôture communiquée par la banque.

La valeur liquidative des VMP détenues à la date de clôture s'élève à 403 756,51 euros. Cette valorisation représente une moins-value latente comptabilisée de 1 308 302 euros.

Une dépréciation est constatée dans les comptes pour un montant de 685 173 euros.

#### 1.2.5.2. Produits à recevoir

En €	31/12/2023	31/12/2022
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>		
Créances rattachées à des participations		
Autres immobilisations financières		
<b>Total immobilisations financières</b>		
<b>CRÉANCES</b>		
Créances clients et comptes rattachés	316 528	533 789
Autres créances	35 908	78 693
<b>Total créances</b>	<b>352 436</b>	<b>612 482</b>
<b>DISPONIBILITÉS ET DIVERS</b>		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
<b>Total disponibilités et divers</b>		
<b>AUTRES</b>		
<b>Total autres</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>352 436</b>	<b>612 482</b>

#### 1.2.5.3. Charges constatées d'avance et écart de conversion actif

En €	31/12/2023	31/12/2022
<b>CHARGES D'EXPLOITATION :</b>		
CCA d'exploitation	962	140 963
<b>Total</b>	<b>962</b>	<b>140 963</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES :</b>		
<b>Total</b>		
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES :</b>		
<b>Total</b>		
<b>TOTAL DES CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE</b>	<b>962</b>	<b>140 963</b>

### 1.2.6. Informations relatives au bilan passif

#### 1.2.6.1. Capitaux propres

##### 1.2.6.1.1. Capital social

Le capital social se décompose ainsi :

	Nombre de titres			Total	Valeur nominale
	Clôture N-1	Créés pendant l'exercice N	Remboursés pendant l'exercice N		
Actions ordinaires	305 348 672			305 348 672	0,10

#### 1.2.6.1.2. Variation des capitaux propres

En €	01/01/2023	Augmentation de capital	Diminution de capital	Affectation résultat N-1	Autres mouvements	Résultat N	31/12/2023
Capital en nombre d'actions							
Valeur nominale							
Capital social ou individuel	30 534 867						30 534 867
Primes d'émission, de fusion, d'apport	24 926 673				(68 597)		24 858 076
Écarts de réévaluation							
Réserve légale	523 729						523 730
Réserves statutaires ou contractuelles							
Réserves réglementées	844 561						844 561
Autres réserves							
Report à nouveau	106 844			(5 331 673)			(5 224 832)
Résultat de l'exercice	(5 331 673)			5 331 673		(10 857 015)	(10 857 015)
Subventions d'investissement							
Provisions réglementées	71 688				27 701		99 389
Dividendes versés							
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>51 676 689</b>	<b>0</b>	<b>(40 896)</b>	<b>(10 857 015)</b>	<b>(10 857 015)</b>	<b>40 778 777</b>	

#### 1.2.6.1.3. Tableau d'affectation du résultat de l'exercice soumis à l'Assemblée Générale

Origines	Montant
Report à nouveau de l'exercice	(5 224 832)
Résultat de l'exercice	(10 857 015)
Prélèvement sur les réserves	
<b>TOTAL</b>	<b>(16 081 847)</b>

Affectations	Montant
Réserve légale	
Autres réserves	
Dividendes	
Autres répartitions	
Report à nouveau	(16 081 847)
<b>TOTAL</b>	<b>(16 081 847)</b>



## PARTIE 7 – RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ

### 1.2.6.2. Passifs et provisions

#### 1.2.6.2.1. États de provisions

En € Nature des provisions	Montant au début 2023	Diminutions :			Montant à fin 2023
		Augmentations : Dotations de l'exercice	Utilisées au cours de l'exercice	Non utilisées au cours de l'exercice	
<b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>					
Provisions pour reconstitution des gisements					
Provisions pour investissement					
Provisions pour hausse des prix					
Amortissements dérogatoires	71 688	27 701			99 389
Dont majorations exceptionnelles de 30 %					
Provisions pour prêts d'installation					
Autres provisions réglementées					
<b>Total des provisions réglementées</b>	<b>71 688</b>	<b>27 701</b>			<b>99 389</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>					
Provisions pour litiges	291 714	5 063 645	291 714		5 063 645
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
<b>Sous-total provisions pour risques</b>	<b>291 714</b>	<b>5 063 645</b>	<b>291 714</b>		<b>5 063 645</b>
Provisions pour pensions et obligations similaires					
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvellement des immobilisations					
Provisions pour gros entretien et grandes révisions					
Prov. pour charges soc. et fisc. sur congés à payer					
<b>Sous-total provisions pour charges</b>					
Autres provisions pour risques et charges					
<b>Total des provisions pour risques et charges</b>	<b>291 714</b>	<b>5 063 645</b>	<b>291 714</b>		<b>5 063 645</b>
<b>PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION</b>					
Sur immobilisations incorporelles		215 961			215 961
Sur immobilisations corporelles					
Sur immobilisation de titres mis en équivalence					
Sur immobilisation de titres de participation	16 959 842	6 570 897		7 415 142	16 115 597
Sur autres immobilisations financières					
Sur stocks et en-cours					
Sur comptes clients					230 000
Autres provisions dépréciations	1 225 349	685 174		602 220	1 308 303
<b>Total des provisions pour dépréciation</b>	<b>18 185 191</b>	<b>7 702 032</b>		<b>8 017 362</b>	<b>17 869 860</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>18 548 593</b>	<b>12 793 378</b>	<b>291 714</b>	<b>8 017 362</b>	<b>23 032 894</b>
Dont dotations et reprises d'exploitation					
Dont dotations et reprises financières		12 504 715	291 714	8 017 362	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		27 700			
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice					

Les provisions réglementées figurant au bilan font partie des capitaux propres au bilan.

Les provisions réglementées figurant au bilan représentent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant les modalités énoncées ci-avant. La contrepartie des provisions réglementées est comptabilisée en charges exceptionnelles, au poste « Dotations aux provisions réglementées - Amortissements dérogatoires ».

Les provisions pour risques et charges sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation en application du règlement CRC n° 2000-06 sur les passifs. En fin d'exercice, cette estimation est faite en fonction des informations connues à la date d'établissement des comptes.

#### 1.2.6.2.2. États des dettes

En €	Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'1 an 5 ans au plus	À plus de 5 ans	31/12/2022
Emprunts obligataires convertibles <sup>(1)</sup>					39 855
Autres emprunts obligataires <sup>(1)</sup>	54 043	20 573	33 470		73 323
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit					
à un an maximum	2 830 167	619 547	2 210 710		
à + d'un an					3 414 721
Emprunts et dettes financières divers <sup>(1) (2)</sup>	153 110			153 110	159 990
Fournisseurs et comptes rattachés	683 788	683 788			1 044 637
Personnel et comptes rattachés	83 283	83 283			145 938
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	122 666	122 666			235 478
Impôts sur les bénéfices					
Taxe sur la valeur ajoutée	219 990	219 990			211 176
Obligations cautionnées					
Autres impôts, taxes et assimilés	1 502	1 502			6 873
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupe et associés <sup>(2)</sup>	5 081 189	5 081 189			3 775 626
Autres dettes					32 400
Dettes représentative de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>9 076 629</b>	<b>6 832 538</b>	<b>2 244 180</b>	<b>153 110</b>	<b>9 140 017</b>
<i>(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice</i>					
<i>(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice</i>	615 566				
<i>(2) Montant des emprunts et dettes dus aux associés</i>					



## PARTIE 7 – RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ

### 1.2.6.2.3. Charges à payer

En €	31/12/2023	31/12/2022
<b>DETTES FINANCIÈRES</b>		
Emprunts obligataires convertibles	11 821	39 855
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commande en cours		
<b>Total dettes financières</b>	<b>11 821</b>	
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	304 064	897 924
Dettes fiscales et sociales	128 541	168 947
<b>Total dettes d'exploitation</b>	<b>432 605</b>	
<b>DETTES DIVERSES</b>		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
<b>Total dettes diverses</b>		
<b>AUTRES</b>		
<b>Total autres dettes</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>444 426</b>	<b>1 106 726</b>

### 1.2.7. Informations relatives au compte de résultat

#### 1.2.7.1. Compte de résultat

##### 1.2.7.1.1. Ventilation du chiffre d'affaires

Les revenus provenant des ventes de biens sont comptabilisés lorsque les principaux risques et avantages économiques liés à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur. Les revenus liés aux prestations de services sont comptabilisés en fonction de l'avancement des travaux à la clôture de l'exercice lorsqu'ils peuvent être mesurés de manière fiable.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2023 se ventile de la façon suivante :

En €	31/12/2023			31/12/2022
	France	Export	Total	Total
Ventes de marchandises				
Ventes de produits finis				
Production vendue de services	2 619 148		2 619 148	3 952 898
<b>TOTAL</b>	<b>2 619 148</b>		<b>2 619 148</b>	<b>3 952 898</b>

#### 1.2.7.1.2. Autres produits d'exploitation

En €	31/12/2023	31/12/2022
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		140 000
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	9 837	17 973
Autres produits	14 133	444
<b>TOTAL</b>	<b>23 869</b>	<b>158 418</b>

#### 1.2.7.1.3. Résultat financier

Le résultat financier de l'exercice s'élève à (11 123 190) euros et se décompose de la façon suivante :

En €	Exercice 31/12/2023	Exercice 31/12/2022
<b>Produits financiers</b>	<b>9 772 502</b>	<b>128 381</b>
Produits de participations	1 000 000	2 855
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	463 425	125 526
Reprises sur provisions et transferts de charges	8 309 077	
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Charges financières</b>	<b>20 895 692</b>	<b>3 921 672</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions <sup>(1)</sup>	12 504 715	3 782 597
Intérêts et charges assimilées	8 377 994	110 798
Différences négatives de change	5 352	29
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	7 632	28 248
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>(11 123 190)</b>	<b>(3 793 291)</b>

(1) Dont 11 589 542 euros de dotations pour dépréciation des titres de participation et des comptes courants de Mademoiselle Scarlett et Big Youth.

#### 1.2.7.1.4. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice s'élève à (407 330) euros et se décompose de la façon suivante :

En €	Exercice 31/12/2023	Exercice 31/12/2022
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>25 139</b>	<b>141</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	25 139	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		141
Reprises sur provisions et transferts de charges		
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>432 469</b>	<b>1 378 425</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	348 039	280 943
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	56 729	1 069 783
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions	27 700	27 699
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>(407 330)</b>	<b>(1 378 284)</b>



## PARTIE 7 – RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ

### 1.2.7.2. Autres informations

#### 1.2.7.2.1. Informations relatives aux filiales et participations

En € Sociétés	Capital	Réserves et report à nouveau avant affec- tation des résultats	Quote- part du capital détenu (en %)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Mon- tant des cautions et avals donnés par la société	CA HT du dernier exercice clos	Résultat (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encais- sés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
NETMEDIA INTERNATIONAL France	3 181 944	187 958	100 %	3 824 949	3 824 949			4 151 843	(68 667)	1 000 000
EDITIABYS	1 507 865	1 439 177	100 %	2 547 746	2 574 746	805 190		0	(11 476)	
COMNECT	6 250	(82 148)	100 %	319 208	319 208	736 174		1 434 488	(1 271 469)	
U-PROGRESS	30 000	350 591	100 %	821 957	821 957			1 263 598	(13 479)	
NETMEDIA IMMERSIVE	10 000	(254 947)	90 %	9 000	9 000	54 647			(9 616)	
MADemoiselle SCARLETT <sup>(1)</sup>	1 100 000	(1 011 231)	100 %	14 150 956	0	1 411 853		3 600 705	(270 442)	
BIG YOUTH <sup>(2)</sup>	300 000	(2 869 346)	100 %	1 964 641	0	2 641 230		2 052 670	(946 482)	
SEQUOIA	100 000	484 794	100 %	3 141 967	3 141 967	649 847		3 269 201	(457 516)	

(1) Les comptes courants de Mademoiselle Scarlett ont été entièrement dépréciés sur l'exercice 2023.

(2) Les comptes courants de Big Youth ont été entièrement dépréciés sur l'exercice 2023.

#### 1.2.7.3. Informations au titre des opérations réalisées avec des parties liées

Toutes les transactions avec les parties liées concernent des transactions effectuées avec les sociétés du Groupe et sont conclues à des conditions normales de marché.

#### 1.2.7.4. Rémunération des dirigeants

La rémunération des dirigeants pour l'exercice 2023 est de 159 947 €.

#### 1.2.7.5. Honoraires des Commissaires aux comptes

Catégories	Montants
Honoraires dans le cadre de la certification des comptes annuels	39 000 €
Autres honoraires	
<b>TOTAL</b>	<b>39 000 €</b>

#### 1.2.7.6. Engagements de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé d'accord particulier. Les engagements correspondants n'ont pas été constatés sous la forme de provision. L'indemnité de départ en retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles. Le montant de l'engagement au titre de l'indemnité de départ à la retraite s'élève à : 87 469,04 euros à la date de clôture de l'exercice.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Convention collective applicable : Bureaux d'études techniques
- Taux d'actualisation : 3,70 %
- Taux de croissance des salaires : 0 %
- Âge de départ à la retraite : 64 ans
- Table de taux de mortalité : Table de mortalité provisoire (2018 - 2020)

#### 1.2.7.7. Informations relatives à l'effectif

##### 1.2.7.7.1. L'effectif moyen salarié se décompose ainsi, par catégorie :

Catégories	Effectif moyen salarié	
	2023	2022
Cadres	6	8
Agents de maîtrise	3	3
Employés et techniciens		
Autres :		
<b>TOTAL</b>	<b>9</b>	<b>11</b>



## PARTIE 7 – RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ

### 1.3. Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

#### Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée Générale de la société NetMedia Group

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société NetMedia Group relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

#### Fondement de l'opinion

##### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le Code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

##### Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « 4.1 Actif Immobilisé » de l'annexe aux comptes annuels décrit les modalités d'évaluation retenues pour les titres de participation. Nous avons apprécié le caractère approprié de la méthodologie mise en œuvre, examiné la documentation préparée dans ce cadre, apprécié la cohérence des données retenues et revu les calculs effectués par votre société. Nous avons, sur ces bases, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations, et nous avons vérifié que la note 4.1. donne une information appropriée.

#### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

#### Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

#### Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

#### Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

#### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

#### Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.



## PARTIE 7 – RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 26 avril 2024  
Le Commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

Benjamin HADDAD



## PARTIE 8 – RÉSULTATS DES SOCIÉTÉS DU GROUPE

### 1. COMPTES CONSOLIDÉS

#### 1.1. États Financiers consolidés au 31 décembre 2023

##### 1.1.1. Note liminaire

Pour rappel, la fusion de Makheia Group et NetMedia Group s'est réalisée en date du 29 décembre 2022.

Cette opération ayant eu lieu en fin d'exercice, les comptes consolidés de 2022 ont été marqués par des durées d'activité différentes pour chaque société. Ces durées sont présentées ci-dessous :

Les entités suivantes comportaient 12 mois d'activité :

- NetMedia Group (ex MAKHEIA GROUP) ;
- IMAGE FORCE SAS ;
- SEQUOIA SAS ;
- BIG YOUTH SAS ;
- MADEMOISELLE SCARLETT ;
- MAKHEIA LFI.

Les entités suivantes comportaient 0 mois d'activité :

- COMNECT ;
- NEW DBN ;
- EDITIABYS ;
- EKOVA ;
- EDITIALIS ;
- EDITIALIS MEDIA ;
- NETMEDIA IMMERSIVE ;
- NETMEDIA EUROPE GMBH ;
- NETMEDIA INTERNATIONAL SPAIN SL ;
- NETMEDIA INTERNATIONAL UK LTD ;
- NETMEDIA INTERNATIONAL FRANCE SAS ;
- U-PROGRESS ;
- WE FACTORY.



## PARTIE 8 – RÉSULTATS DES SOCIÉTÉS DU GROUPE

### 1.1.2. Bilan consolidé

#### Actif

Montants en K€	Note n°	31 décembre 2022	31 décembre 2023
Immobilisations incorporelles		11 489	8 375
- Dont écarts d'acquisition		8 684	5 724
Immobilisations corporelles		247	121
Immobilisations financières		1 270	1 706
<b>Total actif Immobilisé</b>		<b>13 006</b>	<b>10 202</b>
Créances clients et comptes rattachés		6 299	5 297
Créances sur immobilisations et comptes rattachés		(36)	-
Autres créances et comptes de régularisation		7 300	4 870
Disponibilités et VMP		7 248	2 475
<b>Total actif circulant</b>		<b>20 848</b>	<b>12 642</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>33 854</b>	<b>22 844</b>

#### Passif

Montants en K€	Note n°	31 décembre 2022	31 décembre 2023
Capital		30 535	30 535
Primes		24 927	24 858
Réserves consolidées		(46 453)	(48 673)
Résultat de l'exercice		(1 934)	(4 702)
<b>Capitaux propres part du groupe</b>		<b>7 074</b>	<b>2 017</b>
Intérêts minoritaires		-	-
<b>Capitaux propres totaux</b>		<b>7 074</b>	<b>2 017</b>
Écart d'acquisition négatif		3 125	-
Provisions pour risques et charges		871	793
<b>Provisions</b>		<b>3 996</b>	<b>793</b>
Emprunts et dettes financières		6 365	4 656
Dettes fournisseurs		8 058	8 115
Autres dettes et comptes de régularisation		8 360	7 264
<b>Total des dettes</b>		<b>22 783</b>	<b>20 034</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>33 854</b>	<b>22 844</b>

### 1.1.3. Compte de résultat consolidé

Montants en K€	Note n°	31 décembre 2022	31 décembre 2023
Chiffre d'affaires		9 288	23 172
Autres produits d'exploitation		183	687
<b>Total des produits d'exploitation</b>		<b>9 471</b>	<b>23 859</b>
Achats consommés MP et marchandises		(1 789)	(2 932)
Charges externes		(2 770)	(8 792)
Charges de personnel		(5 602)	(13 016)
Impôts et taxes		(142)	(319)
Dotations aux amortissements et aux provisions		(394)	(451)
Autres charges d'exploitation		(151)	(263)
Compte de liaison d'exploitation		0	(0)
<b>Total charges d'exploitation</b>		<b>(10 847)</b>	<b>(25 774)</b>
<b>Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition</b>		<b>(1 376)</b>	<b>(1 915)</b>
Dotations et reprises sur écarts d'acquisition		(317)	65
<b>Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition</b>		<b>(1 693)</b>	<b>(1 850)</b>
Produits financiers		14	69
Charges financières		(35)	(1 051)
<b>Résultat financier</b>		<b>(21)</b>	<b>(983)</b>
Charges et produits exceptionnels		(380)	(1 834)
Impôt sur les résultats		160	(35)
<b>Résultat net des entreprises intégrées</b>		<b>(1 934)</b>	<b>(4 702)</b>
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>(1 934)</b>	<b>(4 702)</b>
Intérêts minoritaires		-	-
<b>RÉSULTAT NET (PART DU GROUPE)</b>		<b>(1 934)</b>	<b>(4 702)</b>



## PARTIE 8 – RÉSULTATS DES SOCIÉTÉS DU GROUPE

### 1.1.4. Tableau des flux de trésorerie

Montants en K€	Note n°	31 décembre 2022	31 décembre 2023
<b>OPÉRATIONS D'EXPLOITATION</b>			
Résultat net des entités intégrées		(1 934)	(4 702)
Autres retraitements sans incidence sur la trésorerie		-	(54)
Dérive de résultat + Résultat de dilution			
Dotations et reprises sur amortissements et provisions		614	(25)
Plus et moins values de cession		16	330
- Impôts différés		(160)	35
Variations nettes des intérêts courus		24	(29)
<b>CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT</b>		<b>(1 441)</b>	<b>(4 444)</b>
Dividendes reçus des MEE		-	-
Variation des stocks		5	-
Variations créances clients et autres débiteurs		(168)	3 762
Variations provisions clients et autres débiteurs		(0)	(356)
Variations des fournisseurs et autres créditeurs		388	(1 437)
<b>VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT</b>		<b>225</b>	<b>1 969</b>
<b>Flux net de trésorerie lié à l'activité</b>		<b>(1 216)</b>	<b>(2 476)</b>
<b>OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>			
Acquisitions d'immobilisations (hors crédit-bail)		(283)	(694)
Cessions, réductions d'immobilisations		0	199
Incidences des variations de périmètre s/tréso.		6 706	(102)
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>		<b>6 424</b>	<b>(597)</b>
<b>OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>			
Dividendes et acomptes sur dividendes HOL		-	-
Dividendes versés par les filiales aux minoritaires		-	-
Augmentation (réductions) de capital		-	-
Subventions d'investissements reçus		-	-
Émission d'emprunt		270	0
Remboursements d'emprunts		(184)	(1 623)
Frais d'émission d'emprunts		-	-
Cession (acquisition) nette d'actions propres		(39)	(22)
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>		<b>46</b>	<b>(1 644)</b>
Variation de conversion (D)		27	1
Actifs-passifs destinés à la vente & Flux de reclassement		78	-
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE DE L'EXERCICE</b>		<b>5 359</b>	<b>(4 716)</b>
<b>TRÉSORERIE D'OUVERTURE</b>		<b>1 833</b>	<b>7 192</b>
Disponibilités et VMP		7 248	2 475
Découverts bancaires		56	(1)
<b>TRÉSORERIE DE CLÔTURE</b>		<b>7 192</b>	<b>2 476</b>

### 1.1.5. Variation des capitaux propres consolidés

Montants en K€	Capital	Primes	Réserves	Autres réserves	Résultat de l'exercice	Part du groupe	Intérêts minoritaires	CAPITAUX PROPRES
<b>Situation 2021.12</b>	<b>5 035</b>	<b>9 496</b>	<b>(5 154)</b>	<b>-</b>	<b>(337)</b>	<b>9 040</b>	<b>-</b>	<b>9 040</b>
Affectation Résultat	-	-	(337)	-	337	-	-	-
Variation de périmètre	25 499	15 431	(40 916)	-	-	14	(24)	(10)
Écart de conversion	-	-	-	9	-	9	-	9
Résultat période	-	-	-	-	(1 934)	(1 934)	-	(1 934)
Autres mouvements	-	-	(55)	-	0	(55)	24	(31)
<b>Situation 2022.12</b>	<b>30 535</b>	<b>24 927</b>	<b>(46 462)</b>	<b>9</b>	<b>(1 934)</b>	<b>7 074</b>	<b>-</b>	<b>7 074</b>
Affectation Résultat	-	-	(1 934)	-	1 934	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	(8 245)	-	-	(8 245)	-	(8 245)
Écart de conversion	-	-	-	0	-	0	-	0
Résultat période	-	-	-	-	(4 702)	(4 702)	(1)	(4 702)
Autres mouvements	-	(69)	7 959	-	(1)	7 889	1	7 890
<b>SITUATION 2023.12</b>	<b>30 535</b>	<b>24 858</b>	<b>(48 683)</b>	<b>9</b>	<b>(4 702)</b>	<b>2 017</b>	<b>-</b>	<b>2 017</b>



## PARTIE 8 – RÉSULTATS DES SOCIÉTÉS DU GROUPE

### 1.2. Annexes aux comptes consolidés

#### Sommaire

<b>1.2.1. FAITS MAJEURS</b> .....	<b>63</b>
1.2.1.1. Faits majeurs de l'exercice.....	63
1.2.1.2. Événements postérieurs à la clôture.....	63
1.2.1.3. Variations de périmètre .....	63
1.2.1.4. Sorties de périmètre .....	63
<b>1.2.2. RÉFÉRENTIEL COMPTABLE, MODALITÉS DE CONSOLIDATION, MÉTHODES ET RÈGLES D'ÉVALUATION</b> .....	<b>63</b>
1.2.2.2. Modalités de consolidation .....	63
1.2.2.3. Méthodes et règles d'évaluation.....	64
<b>1.2.3. NOTES SUR LES POSTES DU BILAN</b> .....	<b>67</b>
1.2.3.1. Immobilisations incorporelles.....	67
1.2.3.2. Immobilisations corporelles.....	69
1.2.3.3. Immobilisations financières.....	69
1.2.3.4. Stocks et en-cours.....	70
1.2.3.5. Clients et comptes rattachés .....	70
1.2.3.7. Dépréciations sur actifs circulants.....	71
1.2.3.9. Composition du capital social .....	71
1.2.3.10. Provisions pour risques et charges .....	71
1.2.3.11. Emprunts et dettes financières.....	72
1.2.3.12. Fournisseurs et autres dettes .....	72
<b>1.2.4. POSTES DU COMPTE DE RÉSULTAT</b> .....	<b>73</b>
1.2.4.1. Ventilation du chiffre d'affaires.....	73
1.2.4.2. Ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique .....	73
1.2.4.3. Résultat d'exploitation après dotation aux amortissements et dépréciation des écarts d'acquisition, par zone géographique.....	73
1.2.4.4. Autres produits d'exploitation .....	74
1.2.4.5. Charges de personnel .....	74
1.2.4.6. Dotations aux amortissements et provisions .....	74
1.2.4.7. Ventilation du résultat d'exploitation par zone géographique.....	75
1.2.4.8. Résultat financier .....	75
1.2.4.8. Résultat exceptionnel.....	75
<b>1.2.5. IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS</b> .....	<b>76</b>
1.2.5.1. Ventilation de l'imposition différée par nature .....	76
1.2.5.2. Défis fiscaux non activés .....	76
1.2.5.3. Détail des postes d'impôts différés.....	76
1.2.5.5. Preuve d'impôt .....	77
<b>1.2.6. AUTRES INFORMATIONS</b> .....	<b>77</b>
1.2.6.1. Engagements hors bilan.....	77
1.2.6.2. Effectif moyen .....	77
1.2.6.3. Honoraires des Commissaires aux comptes.....	77
<b>1.2.7. PARTIES LIÉES</b> .....	<b>77</b>
1.2.7.1. Dirigeants .....	77

#### 1.2.1. Faits majeurs

##### 1.2.1.1. Faits majeurs de l'exercice

L'année 2023 est marquée par la fusion des sociétés IMAGE FORCE SAS, MAKHEIA LFI SAS, NEW DBN SAS et EKOVA SARL au sein de la société mère NetMedia Group.

##### 1.2.1.2. Événements postérieurs à la clôture

Le 12 mars 2024, NetMedia Group a conclu un accord avec des investisseurs financiers historiques les engageant à participer à une augmentation de capital d'un montant de l'ordre de 800 000 € qui serait réalisée d'ici le 30 juin 2024 sur la base d'un prix par action égal à 0,038 €.

Afin d'aligner le nominal des actions avec le prix par action retenu, il serait préalablement procédé à une réduction de capital non motivée par des pertes, par diminution de la valeur nominale de chaque action.

Cette augmentation de capital permettra ainsi de renforcer les fonds propres du Groupe.

Concomitamment à cet accord et fin d'assurer un reclassement d'actions de l'un des investisseurs financiers, les dirigeants du Groupe vont acquérir une partie de ces actions actuellement détenues.

##### 1.2.1.3. Variations de périmètre

La société NetMedia Group a absorbé les sociétés IMAGE FORCE SAS, MAKHEIA LFI SAS, NEW DBN SAS et EKOVA SARL au cours de l'exercice.

##### 1.2.1.4. Sorties de périmètre

Aucune sortie de périmètre n'est intervenue au cours de l'exercice.

#### 1.2.2. Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation

##### 1.2.2.1. Référentiel comptable

Les comptes consolidés de NetMedia Group sont établis conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France. Le règlement comptable ANC 2020-01 est appliqué depuis le 01/01/2021.

##### 1.2.2.2. Modalités de consolidation

###### 1.2.2.2.1. Méthodes de consolidation

La consolidation est réalisée à partir des comptes arrêtés au 31/12/2023. Toutes les participations significatives dans lesquelles les sociétés de NetMedia Group assurent le contrôle exclusif, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le contrôle conjoint est exercé sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Celles dans lesquelles NetMedia Group exerce une influence notable et détient directement ou indirectement plus de 20 % du capital sont mises en équivalence.

Toutes les transactions importantes entre les sociétés consolidées sont éliminées.

L'intégration globale consiste à :

- intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitements éventuels ;
- répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres actionnaires ou associés dits « intérêts minoritaires » ;
- éliminer les opérations en comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées.



## PARTIE 8 – RÉSULTATS DES SOCIÉTÉS DU GROUPE

L'intégration proportionnelle consiste à :

- intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante la fraction représentative de ses intérêts dans les comptes de l'entreprise consolidée, après retraitements éventuels ; aucun intérêt minoritaire n'est donc constaté ;
- éliminer les opérations et comptes entre l'entreprise intégrée proportionnellement et les autres entreprises consolidées à hauteur du pourcentage d'intégration de l'entreprise intégrée proportionnellement.

La mise en équivalence consiste à :

- substituer à la valeur comptable des titres détenus, la quote-part des capitaux propres, y compris le résultat de l'exercice déterminé d'après les règles de consolidation ;
- éliminer les profits internes intégrés entre l'entreprise mise en équivalence et les autres entreprises consolidées à hauteur du pourcentage de participation dans l'entreprise mise en équivalence.

### 1.2.2.2. Élimination des opérations intragroupes

Conformément à la réglementation, les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes entre ces sociétés ont été éliminés dans les comptes consolidés.

### 1.2.2.3. Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées

Les sociétés sont consolidées sur la base de leur bilan arrêté au 31/12/2023, d'une durée de 12 mois.

### 1.2.2.3. Méthodes et règles d'évaluation

L'application des méthodes de référence du règlement ANC 2020-01 est la suivante :

Application des méthodes de référence	Obligatoire/ Référence	Note
Comptabilisation des contrats de crédit-bail et des contrats assimilés	Obligatoire	4.3.3
Provisionnement des prestations de retraites et assimilés	Référence	4.3.9
Étalement des frais d'émission et primes de remboursement des emprunts obligataires sur la durée de vie de l'emprunt	Obligatoire	N/A
Comptabilisation à l'avancement des opérations partiellement achevées à la clôture de l'exercice	Référence	N/A

### 1.2.2.3.1. Immobilisations incorporelles

#### 1.2.2.3.1.1. Écarts d'acquisition

L'écart de première consolidation constaté à l'occasion d'une prise de participation (différence entre la prise d'acquisition et la quote-part de capitaux propres retraités de la société acquise à la date de prise de contrôle) est traité comme suit :

- L'écart d'évaluation afférent à des actifs identifiables est classé aux postes du bilan concernés et suit les règles comptables propres à ces actifs.
- L'écart résiduel est constaté en écart d'acquisition.
- L'écart d'acquisition positif est porté à l'actif immobilisé et l'écart d'acquisition négatif au poste « provisions pour risques et charges ».

Le Groupe détermine la durée d'utilisation, limitée ou non, de l'écart d'acquisition Actif.

Lorsqu'il n'y a pas de limite prévisible à la durée pendant laquelle l'écart d'acquisition procurera des avantages économiques au Groupe, ce dernier n'est pas amorti. Dans ce cas, un test de dépréciation est réalisé chaque année.

Lorsqu'il existe, lors de l'acquisition, une limite prévisible à sa durée d'utilisation, l'écart d'acquisition Actif est amorti linéairement sur cette durée, ou, si elle ne peut être déterminée de manière fiable, sur 10 ans.

L'écart d'acquisition négatif peut correspondre à une plus-value potentielle du fait d'une acquisition réalisée dans des conditions avantageuses ou à une rentabilité insuffisante de l'entreprise acquise. Il est repris au résultat selon les hypothèses retenues lors de l'acquisition.

Dans l'hypothèse où une évolution significative serait observée, une dépréciation ou une reprise exceptionnelle sera constatée afin de refléter la valeur économique des actifs.

Conformément au règlement n° 2020-01, §231-10 *Période d'évaluation*, l'entreprise consolidante dispose d'un délai se terminant à la clôture du premier exercice ouvert postérieurement à l'acquisition, au cours duquel elle peut procéder aux analyses et expertises nécessaires en vue de cette évaluation.

L'acquisition du pallier ex-NetMedia Group en N-1 a généré un écart d'acquisition négatif, celui-ci a été repris en intégralité sur l'exercice.

#### 1.2.2.3.1.2. Évaluation des immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

#### 1.2.2.3.1.3. Durées d'amortissement des immobilisations incorporelles

Les méthodes et durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles	Méthode	Durée
Brevets, licences	Linéaire	3 à 5 ans
Logiciels et progiciels	Linéaire	1 à 5 ans

#### 1.2.2.3.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les principales méthodes d'amortissement et durées d'utilisation retenues sont les suivantes :

Immobilisations corporelles	Méthode	Durée
Agencements, aménagements des constructions	Linéaire	5 à 10 ans
Installations techniques, matériel et outillage	Linéaire	N/A
Matériel de transport	Linéaire	N/A
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	1 à 3 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	1 à 5 ans



## PARTIE 8 – RÉSULTATS DES SOCIÉTÉS DU GROUPE

### 1.2.2.3.3. Contrats de crédit-bail et contrats assimilés

Les opérations significatives réalisées au moyen d'un contrat de crédit-bail et contrats assimilés, sont retraitées selon des modalités identiques à une acquisition à crédit pour leur valeur d'origine au contrat. Les amortissements sont conformes aux méthodes et taux précités, et l'incidence fiscale de ce retraitement est prise en compte.

### 1.2.2.3.4. Immobilisations financières

Ce poste est essentiellement constitué de dépôts et cautionnements versés, n'ayant pas lieu d'être dépréciés.

Par ailleurs, il comprend des titres de participation dans des sociétés non consolidées. Ceux-ci figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

### 1.2.2.3.5. Stocks et travaux en-cours

Les stocks de marchandises sont évalués selon la méthode CUMP : « Coût Unitaire Moyen Pondéré ».

Une dépréciation est comptabilisée en fonction de l'ancienneté du stock et de son niveau de rotation. Il est appliqué au prix d'achat un coefficient de dépréciation en fonction de ces critères.

Au 31 décembre 2023, il n'existe aucun stock.

### 1.2.2.3.6. Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation des créances est pratiquée nominativement lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### 1.2.2.3.7. Trésorerie et valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'achat ou de souscription, hors frais accessoires.

Une dépréciation est constituée lorsque le cours de bourse ou la valeur probable de réalisation sont inférieurs à la valeur d'achat.

### 1.2.2.3.8. Impôts sur les bénéfices

Conformément aux prescriptions du règlement ANC 2020-01, le Groupe comptabilise des impôts différés en cas :

- de différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé ;
- de crédits d'impôts et de reports déficitaires.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt en vigueur pour chaque société.

En application du règlement ANC 2020.01, les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale.

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que :

- si leur récupération ne dépend pas des résultats futurs ;
- ou si leur récupération est probable par suite de l'existence d'un bénéfice imposable attendu dans un futur proche.

Le nouveau règlement ANC 2020.01, impose l'inclusion des impôts différés passifs dans le poste Autres Dettes.

### 1.2.2.3.9. Provisions pour risques et charges

Le Groupe comptabilise une provision lorsqu'il a une obligation vis-à-vis d'un tiers, lorsque la perte ou le passif est probable et peut être raisonnablement évalué. Au cas où cette perte ou ce passif n'est ni probable, ni ne peut être raisonnablement évalué mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans les engagements.

### 1.2.2.3.10. Engagements de retraite et prestations assimilés

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés au titre des indemnités de départ à la retraite à l'âge de 64 ans (départ volontaire), en tenant compte d'une actualisation de 3,70 %, et d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite, a été calculé selon les dispositions des conventions collectives. Les calculs ont été effectués pour l'ensemble du personnel. L'engagement non comptabilisé dans les comptes sociaux est constaté en consolidation.

### 1.2.2.3.11. Résultats par action

Le résultat par action correspond au résultat net consolidé – part du Groupe – se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère, en circulation au cours de l'exercice.

Aucun instrument dilutif n'ayant été émis sur NetMedia Group tête de groupe, le résultat dilué par action correspond au résultat par action.

## 1.2.3. Notes sur les postes du bilan

Les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés.

### 1.2.3.1. Immobilisations incorporelles

Montants en K€	12/2022	Aug. (Dot.)	(Dim.) Rep.	Autres variations	12/2023
Frais rech. & développ.	80	-	-	-	80
Écart acquisition positif	12 958	100	-	-	13 058
Conces., brevets & licences	378	80	(140)	-	319
Fonds commercial	2 646	-	-	-	2 646
Autres immob. incorporelles	1 046	47	-	-	1 094
<b>Immobilisations incorporelles – brut</b>	<b>17 108</b>	<b>228</b>	<b>(140)</b>	<b>-</b>	<b>17 196</b>
Amort./déprec. frais rech. & dév.	-	-	-	-	-
Amort. écarts acquisition	-	-	-	-	-
Prov. écarts acquisition	(4 274)	(3 060)	-	-	(7 334)
Amort./déprec. conces. brev. & lic.	(292)	(38)	100	(0)	(229)
Amort. fonds commercial	-	-	-	-	-
Prov. fonds commercial	(677)	(130)	-	-	(807)
Amort./déprec. autres immob. incorp.	(376)	(74)	-	-	(450)
<b>Amortissements &amp; Dépréciations</b>	<b>(5 619)</b>	<b>(3 302)</b>	<b>100</b>	<b>(0)</b>	<b>(8 821)</b>
Frais rech. & développ.	80	-	-	-	80
Écart acquisition positif	8 684	(2 960)	-	-	5 724
Conces., brevets & licences	87	43	(40)	(0)	90
Fonds commercial	1 968	(130)	-	-	1 838
Autres immob. incorporelles	670	(26)	-	-	643
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES – NET</b>	<b>11 489</b>	<b>(3 074)</b>	<b>(40)</b>	<b>(0)</b>	<b>8 375</b>

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur valeur d'acquisition ou de production.



## PARTIE 8 – RÉSULTATS DES SOCIÉTÉS DU GROUPE

### 1.2.3.1.1. Écarts d'acquisition

Montants en K€	12/2022	Aug. (Dot.)	(Dim.) Rep.	Autres variations	12/2023
Content	8 498				8 498
Business	2 310				2 310
Digital	2 149				2 149
Demand Generation	-	100			100
Écarts d'acquisition – brut	12 957	100			13 057
<b>Écarts d'acquisition – brut</b>	<b>12 958</b>	<b>100</b>			<b>13 058</b>
Content	(2 968)				(2 968)
Business	(317)	(1 900)			(2 216)
Digital	(989)	(116)			(2 149)
Demand Generation	-				-
<b>Amortissements &amp; Dépréciations</b>	<b>(4 273)</b>	<b>(3 060)</b>			<b>(7 334)</b>
Content	5 530				5 530
Business	1 993	(1 900)			94
Digital	116	(116)			0
Demand Generation	-	100			100
<b>ÉCARTS D'ACQUISITION – NET</b>	<b>8 684</b>	<b>(2 960)</b>			<b>5 724</b>

La valorisation des écarts d'acquisition au 31/12/2023 se base sur la méthode des Discounted Cash Flow (DCF) alloués aux différentes unités génératrices de trésorerie, selon les avantages économiques futurs attendus pour chacune d'entre elles.

Dans ce cadre, les hypothèses retenues pour le du calcul du DCF sont :

- Taux de croissance à l'infini : 2,50 %
- Taux de BFR (par rapport au CA) : - 1 %
- Taux de WACC : 11 %

Le DCF fait apparaître un head room de 11 804 k€, validant l'absence dépréciation complémentaire.

Les unités génératrices de trésorerie se décomposent de la façon suivante :

- Content : Sequoia SAS
- Business : Mademoiselle Scarlett
- Digital : Big Youth SAS
- Demand Generation : U Progress SAS

### 1.2.3.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production, abstraction faite de toutes charges financières.

Montants en K€	12/2022	Aug. (Dot.)	(Dim.) Rep.	Autres variations	12/2023
Autres immob. corporelles	835	50	(259)	23	649
Autres immob. corporelles – CB LLD	281	-	-	-	281
Immob. corporelles en cours	23	-	-	(23)	-
<b>Immobilisations corporelles – brut</b>	<b>1138</b>	<b>50</b>	<b>(259)</b>	<b>-</b>	<b>930</b>
Amort./déprec. autres immo. corp.	(649)	(83)	198	-	(533)
Amort. autres immob. corp. – CB LLD	(243)	(33)	-	-	(275)
Prov. immob. corp. en cours	-	-	-	-	-
<b>Amortissements &amp; Dépréciations</b>	<b>(891)</b>	<b>(116)</b>	<b>198</b>	<b>-</b>	<b>(809)</b>
Autres immob. corporelles	186	(32)	(61)	23	116
Autres immob. corporelles – CB LLD	38	(33)	-	-	5
Immob. corporelles en cours	23	-	-	(23)	-
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES – NET</b>	<b>247</b>	<b>(65)</b>	<b>(61)</b>	<b>-</b>	<b>121</b>

### 1.2.3.3. Immobilisations financières

Montants en K€	12/2022	Aug. (Dot.)	(Dim.) Rep.	Autres variations	Δ change	Δ périmètre	12/2023
Participations financières	493	-	(230)	-	-	-	264
Créances rattach. particip.	280	1131	(487)	(644)	-	-	281
Dépôts et cautionnements versés	738	903	(199)	-	0	-	1 442
<b>Immobilisations financières – brut</b>	<b>1 512</b>	<b>2 034</b>	<b>(916)</b>	<b>(644)</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>1 986</b>
Prov. participations financières	(230)	0	7 616	-	-	(7 386)	-
Prov. créances rattach. part.	(3)	-	-	(278)	-	-	(280)
Prov. dépôts et caution. Versés	(10)	-	10	-	-	-	-
<b>Amortissements &amp; Dépréciations</b>	<b>(242)</b>	<b>0</b>	<b>7 625</b>	<b>(278)</b>	<b>-</b>	<b>(7 386)</b>	<b>(280)</b>
Participations financières	264	0	7 386	-	-	(7 386)	264
Créances rattach. particip.	278	1131	(487)	(922)	-	-	0
Dépôts et cautionnements versés	729	903	(190)	-	0	-	1 442
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES – NET</b>	<b>1 270</b>	<b>2 034</b>	<b>6 709</b>	<b>(922)</b>	<b>0</b>	<b>(7 386)</b>	<b>1 706</b>

Les immobilisations financières comprennent des titres de participation dans les sociétés non consolidées. Ceux-ci figurent au bilan à leur coût d'acquisition. (Cf. note 5.3.2).

Une dépréciation est susceptible d'être constatée lorsque la valeur d'inventaire des participations, prenant entre autres la quote-part d'actif net, devient inférieure à leur coût d'acquisition.



## PARTIE 8 – RÉSULTATS DES SOCIÉTÉS DU GROUPE

Les titres de participations non consolidées correspondent à des participations dont les détentions sont inférieures aux seuils de consolidation ou à des entités en cours de liquidation judiciaire. Celles-ci sont détaillées ci-dessous :

Sociétés	Siège social	N° SIREN	% Intérêt	Notes
NME Italie	VIA MAURIZIO ARNESANO N.2, CINISELLO BALSAMO (MI - 20092)		100,00 %	Liquidation judiciaire en cours
ADLEARN MEDIA	100 RUE DE CHARONNE 75011 PARIS	830 894 192	40,00 %	Absence d'influence notable
DIGITAL BUSINESS SCHOOL	69 RUE GEORGES BESSE 30000 NÎMES	821 891 439	15,00 %	Absence d'influence notable
EN MODE CULTURE	180 AV DU PRADO 13008 MARSEILLE	811 634 880	1,53 %	Absence d'influence notable

### 1.2.3.4. Stocks et en-cours

Néant.

### 1.2.3.5. Clients et comptes rattachés

Les créances se décomposent, par échéance, de la manière suivante :

Montants en K€	12/2022	12/2023	Brut	< 1 an	> 1 an	Dép.
Créances clients & cptes rattachés	6 299	5 297	5 752	5 752	-	(455)
<b>TOTAL CRÉANCES CLIENTS</b>	<b>6 299</b>	<b>5 297</b>	<b>5 752</b>	<b>5 752</b>	<b>-</b>	<b>(455)</b>

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Méthode de dépréciation des créances : une provision pour dépréciation des créances est pratiquée nominativement lorsque la valeur réalisable est inférieure à la valeur comptable.

### 1.2.3.6. Autres créances et comptes de régularisation

Montants en K€	12/2022	12/2023	Brut	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans	Dép.
Avances et acptes versés / commandes	2	196	196	196	-	-	-
Actifs d'impôt différé	1 961	1 944	1 944	1 944	-	-	-
Fournisseurs débiteurs	85	33	33	33	-	-	-
Créance d'impôt exigible	36	1	1	1	-	-	-
Comptes courants débiteurs	16	5	5	5	-	-	-
Autres créances diverses	1 774	25	25	25	-	-	-
Autres créances d'exploitation	2 854	2 308	2 308	2 308	-	-	-
Divers - Produits à recevoir	26	172	172	172	-	-	-
Comptes de liaison (CT) et divers	(0)	0	0	0	-	-	-
Charges constatées d'avance	536	176	176	176	-	-	-
Comptes de régularisation actif	10	9	9	9	-	-	-
<b>TOTAL AUTRES CRÉANCES</b>	<b>7 300</b>	<b>4 870</b>	<b>4 870</b>	<b>4 870</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Méthode de dépréciation des créances : une provision pour dépréciation des créances est pratiquée nominativement lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### 1.2.3.7. Dépréciations sur actifs circulants

Les dépréciations de l'actif circulant se décomposent selon :

Montants en K€	12/2022	Aug. (Dot.)	(Dim.) Rep.	Autres variations	Δ change	12/2023
Prov. créances clts & cpt. ratt.	(773)	(214)	534	-	(2)	(455)
<b>TOTAL DÉPRÉCIATION ACTIF CIRCULANT</b>	<b>(773)</b>	<b>(214)</b>	<b>1 101</b>	<b>-</b>	<b>(2)</b>	<b>(455)</b>

### 1.2.3.8. Trésorerie active

Montants en K€	12/2022	Variations	Aug. (Dot.)	(Dim.) Rep.	Autres variations	Δ change	12/2023
Valeurs mob. - actions propres	1 693	0	-	-	-	-	1 693
Disponibilités	6 177	(4 097)	-	-	-	1	2 081
<b>Disponibilités et VMP - brut</b>	<b>7 871</b>	<b>(4 097)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>3 774</b>
Prov. val. mob. - act. propres	(623)	-	(677)	-	-	-	(1 299)
<b>Amortissements &amp; Dépréciations</b>	<b>(623)</b>	<b>-</b>	<b>(677)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(1 299)</b>
Valeurs mob. - actions propres	1 071	0	(677)	-	-	-	394
Disponibilités	6 177	(4 097)	-	-	-	1	2 081
<b>DISPONIBILITÉS ET VMP - NET</b>	<b>7 248</b>	<b>(4 097)</b>	<b>(677)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>2 475</b>

Les valeurs mobilières de placement correspondent à des actions propres, elles ont été dépréciées à hauteur de la valeur du cours de l'action au 31/12/2023 et sont dédiées aux programmes suivants :

- Attribution ou cession aux salariés et mandataires sociaux de la Société et des sociétés liées.
- Conservation et remise (à titre d'échange, de paiement ou autre) dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport.

### 1.2.3.9. Composition du capital social

Au 31/12/2023, le capital social se compose de 305 348 672 actions d'une valeur nominale de 0,10 euro.

### 1.2.3.10. Provisions pour risques et charges

#### 1.2.3.10.1. Récapitulatif

Les provisions pour risques et charges se décomposent de la manière suivante :

Montants en K€	12/2022	Aug. (Dot.)	(Dim.) Rep.	(Dim.) nn utilisée	Autres variations	12/2023
Provisions pour pensions et retraites	631	20	(140)	-	-	510
Provisions pour risques	240	45	(414)	-	-	162
Autres provisions pour risques	-	120	-	-	-	120
Écart d'acquisition négatif	3 125	-	(3 125)	-	-	-
<b>TOTAL VALEUR BRUTES</b>	<b>3 996</b>	<b>185</b>	<b>(3 680)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>793</b>

L'écart d'acquisition négatif provient de l'acquisition du palier ex-NetMedia Group par ex-Makheia Group au 29 décembre 2022. L'écart d'acquisition sera repris sur 2 ans.



## PARTIE 8 – RÉSULTATS DES SOCIÉTÉS DU GROUPE

### 1.2.3.11. Emprunts et dettes financières

#### 1.2.3.11.1. Nature et échéances des emprunts et dettes financières

Les dettes financières peuvent être ventilées par échéance de la manière suivante :

Montants en K€	12/2022	12/2023	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataires	73	54	21	33	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	6 163	4 587	1 360	3 227	-
<b>Dettes de location - financement</b>	<b>30</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	-	-
Emprunts auprès des éta de crédits et loc. fin.	6 266	4 643	1 383	3 260	-
Int. courus s/aut. empts & det. fin.	43	14	14	-	-
<b>Autres emprunts et dettes financières diverses</b>	<b>43</b>	<b>14</b>	<b>14</b>	-	-
Soldes créditeurs de banque	56	(1)	(1)	-	-
Int. courus/solde créd. banque	-	-	-	-	-
<b>Concours bancaires et intérêts courus</b>	<b>56</b>	<b>(1)</b>	<b>(1)</b>	-	-
<b>TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES</b>	<b>6 365</b>	<b>4 656</b>	<b>1 396</b>	<b>3 260</b>	-

#### 1.2.3.11.2. Variation des emprunts et dettes financières

Montants en K€	12/2022	Aug. (Dot.)	(Dim.) Rep.	Variations	Autres variations	12/2023
Emprunts obligataires	73	-	(19)	-	-	54
Emprunts auprès des établissements de crédit	6 163	0	(1 577)	-	-	4 587
Dettes de location - financement	30	-	(27)	-	-	3
<b>Emprunts auprès des éta de crédits et loc. fin.</b>	<b>6 266</b>	<b>0</b>	<b>(1 623)</b>	-	-	<b>4 643</b>
Int. courus s/aut. empts & det. fin.	43	(0)	(29)	-	-	14
<b>Autres emprunts et dettes financières diverses</b>	<b>43</b>	<b>(0)</b>	<b>(29)</b>	-	-	<b>14</b>
Soldes créditeurs de banque	56	-	-	(57)	-	(1)
Int. courus/solde créd. banque	-	-	-	-	-	-
<b>Concours bancaires et intérêts courus</b>	<b>56</b>	-	-	<b>(57)</b>	-	<b>(1)</b>
<b>TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES</b>	<b>6 365</b>	<b>0</b>	<b>(1 652)</b>	<b>(57)</b>	-	<b>4 656</b>

#### 1.2.3.12. Fournisseurs et autres dettes

Montants en K€	12/2022	12/2023	< 1 an	> 1 an
Dettes fournisseurs	8 058	8 115	8 115	-
<b>TOTAL FOURNISSEURS</b>	<b>8 058</b>	<b>8 115</b>	<b>8 115</b>	-

Les autres passifs à court terme comprennent les éléments suivants :

Montants en K€	12/2022	12/2023	< 1 an	> 1 an
Dettes sur immobilisations	-	-	-	-
Avances et acomptes reçus sur commandes	153	394	394	-
Dettes fiscales diverses et sociales	6 624	4 767	4 767	-
Comptes courants créditeurs	47	38	38	-
Dettes diverses	872	1 357	1 357	-
Impôt différés Passifs	-	19	19	-
Comptes de régularisation passif	665	690	690	-
<b>AUTRES DETTES ET COMPTES DE RÉGUL.</b>	<b>8 360</b>	<b>7 264</b>	<b>7 264</b>	-

### 1.2.4. Postes du compte de résultat

#### 1.2.4.1. Ventilation du chiffre d'affaires

Montants en K€	12/2022	%	12/2023	%
Ventes	-	-	339	1,5 %
Prestations de services	9 321	100,3 %	22 662	97,8 %
Produits accessoires	25	0,3 %	189	0,8 %
RRR accordés	(57)	- 0,6 %	(19)	- 0,1 %
<b>TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>9 288</b>	<b>100,0 %</b>	<b>23 172</b>	<b>100,0 %</b>

#### 1.2.4.2. Ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique

Montants en K€	12/2022	12/2023
Zone Euro	-	1 673
France	9 288	21 432
Reste de l'Europe	-	67
Reste du monde	-	-
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>9 288</b>	<b>23 172</b>

#### 1.2.4.3. Résultat d'exploitation après dotation aux amortissements et dépréciation des écarts d'acquisition, par zone géographique

Montants en K€	12/2022	12/2023
Zone Euro	-	237
France	(1 376)	(1 837)
Reste de l'Europe	-	(316)
Reste du monde	-	-
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>(1 376)</b>	<b>(1 915)</b>



## PARTIE 8 – RÉSULTATS DES SOCIÉTÉS DU GROUPE

### 1.2.4.4. Autres produits d'exploitation

Montants en K€	12/2022	12/2023
Autres Produits	83	131
Subventions d'exploitation	54	113
Reprises d'amortissements et provisions	35	429
Transfert de charges	11	14
<b>TOTAL AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>183</b>	<b>687</b>

### 1.2.4.5. Charges de personnel

Montants en K€	12/2022	12/2023
Rémunération du personnel	(3 948)	(9 373)
Charges sociales (SS & Prévoyance)	(1 641)	(3 457)
Autres charges sociales	(19)	(184)
Autres charges de personnel	7	(2)
<b>TOTAL CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>(5 602)</b>	<b>(13 016)</b>

### 1.2.4.6. Dotations aux amortissements et provisions

Le montant des dotations aux amortissements et aux provisions figurant en résultat d'exploitation peut être détaillé de la manière suivante :

Montants en K€	12/2022	12/2023
Dot. amort. immobilisations	(74)	(184)
Dot. amort. chges à répartir	(6)	(0)
Dot. amort. immos CB et LLD	(63)	(33)
<b>Dotations aux amt. d'exp.</b>	<b>(143)</b>	<b>(217)</b>
Dot. prov. immobilisations	(216)	-
Dot. prov. actif circulant	-	(214)
Dot. prov. pour retraite	(36)	(20)
<b>Dotations aux prov. et dép. d'exp.</b>	<b>(252)</b>	<b>(234)</b>
<b>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS</b>	<b>(394)</b>	<b>(451)</b>

### 1.2.4.7. Ventilation du résultat d'exploitation par zone géographique

Montants en K€	12/2022	12/2023
Zone Euro	-	237
France	(1 376)	(1 772)
Reste de l'Europe	-	(316)
Reste du monde	-	-
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>(1 376)</b>	<b>(1 850)</b>

### 1.2.4.8. Résultat financier

Le résultat financier se décompose comme suit :

Montants en K€	12/2022	12/2023
Différences positives de change	-	26
Autres Intérêts et Produits assimilés	14	43
<b>Produits financiers</b>	<b>14</b>	<b>69</b>
Dotations financières aux amortissements et prov.	(6)	(716)
Intérêts et charges assimilées	(29)	(95)
Différences négatives de change	(1)	(76)
Autres charges financières	-	(164)
<b>Charges financières</b>	<b>(35)</b>	<b>(1 051)</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>(21)</b>	<b>(983)</b>

### 1.2.4.8. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel se compose de la manière suivante :

Montants en K€	12/2022	12/2023
Produits except° sur op. de gestion	0	39
Produits except° sur op. en capital	200	-
Reprises de provisions & transfert de ch.	200	607
<b>Total des produits exceptionnels</b>	<b>400</b>	<b>647</b>
Charges except° sur op. de gestion	(641)	(2 221)
Charges except° sur op. en capital	-	35
Dotations except° aux amort. & provisions	(140)	(295)
<b>Total des charges exceptionnelles</b>	<b>(781)</b>	<b>(2 481)</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>(380)</b>	<b>(1 834)</b>



## PARTIE 8 – RÉSULTATS DES SOCIÉTÉS DU GROUPE

### 1.2.5. Impôt sur les sociétés

#### 1.2.5.1. Ventilation de l'imposition différée par nature

Montants en K€	12/2022	Incidence résultat	Incidence réserves	Autres variations	12/2023
Organic	-				-
Indemnités de départ à la retraite	158	(30)			128
Jetons de présence	10				10
Déficits activés	1 806				1 806
Neutralisation IDA/IDP	(13)			13	-
<b>Impôts différés actifs</b>	<b>1 961</b>	<b>(30)</b>	<b>-</b>	<b>13</b>	<b>1 944</b>
Crédit-bail	(2)	2			(0)
Provisions réglementées	(11)	(7)			(18)
Neutralisation IDA/IDP	13			(13)	-
<b>Impôts différés passifs</b>	<b>-</b>	<b>(5)</b>	<b>-</b>	<b>(13)</b>	<b>(19)</b>
<b>Impact sur les réserves consolidés</b>			<b>-</b>		
<b>Impact sur le résultat consolidé</b>		<b>(35)</b>			

#### 1.2.5.2. Défis fiscaux non activés

Les déficits fiscaux non activés à la clôture de l'exercice représentent 28 771 K€.

#### 1.2.5.3. Détail des postes d'impôts différés

Montants en K€	2022,1	Incidence résultat	Aug. (Dot.)	(Dim.) Rep.	Δ périmètre	Autres variations	2023,1
Impôts différés actifs	1 961	(30)	5	(35)	-	13	1 944
Impôts différés passifs	-	(5)	(13)	8	-	(13)	(19)
<b>SOLDE NET D'IMPÔT DIFFÉRÉS</b>	<b>1 961</b>	<b>(35)</b>	<b>(8)</b>	<b>(27)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 926</b>

#### 1.2.5.4. Détail de la charge d'impôt

Montants en K€	12/2022	12/2023
Impôt sur les sociétés	-	-
Impôts différés	160	(35)
<b>IMPÔT SUR LES RÉSULTATS</b>	<b>160</b>	<b>(35)</b>

#### 1.2.5.5. Preuve d'impôt

Montants en K€	12/2023
Résultat net de l'ensemble consolidé	(4 702)
Neutralisation de la QP des résultats Stés M.E.E.	-
Neutralisation du rslt des activités abandonnées	-
<b>Résultat net des entreprises intégrées</b>	<b>(4 702)</b>
Impôt sur les résultats (1)	(35)
Résultat net avant impôts	(4 667)
Impôt théorique au taux en vigueur, 25 % (2)	1 167
<b>DIFFÉRENCE D'IMPÔT (1) - (2)</b>	<b>(1 202)</b>

	Charges	Produits
Différences permanentes social	(281)	
Différences permanentes consolidation	(47)	
Différence de taux d'impôt social	(874)	
<b>TOTAL</b>	<b>(1 202)</b>	
<b>DIFFÉRENCE NETTE</b>	<b>(1 202)</b>	

### 1.2.6. Autres informations

#### 1.2.6.1. Engagements hors bilan

##### 1.2.6.1.1. Engagements donnés

Néant.

##### 1.2.6.1.2. Engagements reçus

Néant.

#### 1.2.6.2. Effectif moyen

L'effectif moyen employé par les entreprises intégrées globalement se décompose comme suit :

	12/2022	12/2023
Cadres	62	122
Non-cadres	16	38
<b>EFFECTIF MOYEN TOTAL</b>	<b>78</b>	<b>160</b>

#### 1.2.6.3. Honoraires des Commissaires aux comptes

Les honoraires des Commissaires aux comptes comptabilisés au titre de la mission légale s'élèvent à 84 K€ au 31 décembre 2023 contre 104 K€ au 31 décembre 2022.

### 1.2.7. Parties liées

#### 1.2.7.1. Dirigeants

La rémunération des principaux dirigeants s'est élevée à un montant de 303 K€ au 31 décembre 2023 contre 330 K€ au 31 décembre 2022.



## PARTIE 8 – RÉSULTATS DES SOCIÉTÉS DU GROUPE

### 1.3. Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

#### Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de la société NetMedia Group

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société NetMedia Group relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

#### Fondement de l'opinion

##### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

##### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

##### Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

La société procède à un test de dépréciation des écarts d'acquisition, et évalue s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme, selon les modalités décrites dans les notes 3.3.1.1 et 4.1.1. « Écarts d'acquisition » aux états financiers. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation, les prévisions de flux de trésorerie ainsi que les hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes 3.3.1.1 et 4.1.1. donnent une information appropriée.

#### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport du conseil d'administration sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

#### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

#### Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;



## PARTIE 8 – RÉSULTATS DES SOCIÉTÉS DU GROUPE

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris-La Défense, le 26 avril 2024  
Le Commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

Benjamin HADDAD

### 1.2. Tableau des résultats des cinq dernières années

En €

Nature des Indications / Périodes	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019
Durée de l'exercice	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
<b>I – Situation financière en fin d'exercice</b>					
Capital social	30 534 867	30 534 867	5 035 446	3 488 788	7 400 099
Nombre d'actions émises	305 348 672	305 348 672	50 354 459	34 887 882	9 973 485
Nombre d'obligations convertibles en actions					
<b>II – Résultat global des opérations effectives</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	2 619 148	3 952 898	3 509 695	3 585 085	4 708 975
Bénéfice avant impôt, amortissements et provisions	(6 623 033)	(1 515 555)	(245 402)	(1 720 461)	(1 996 286)
Impôt sur les bénéfices					
Bénéfice après impôt, mais avant amortissements et provisions	(6 623 033)	(1 515 555)	(245 402)	(1 720 461)	(1 996 286)
Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	(10 857 015)	(5 331 676)	(260 491)	(1 228 680)	(14 578 086)
Montant des bénéfices distribués					
Participation des salariés					
<b>III – Résultat des opérations réduit à une seule action</b>					
Bénéfice après impôt, mais avant amortissements	0	0	0	(0,05)	(0,2)
Bénéfice après impôt, amortissements provisions	(0,03)	(0,01)	(0,01)	(0,04)	(1,46)
Dividende versé à chaque action					
<b>IV – Personnel</b>					
Nombre de salariés	9	11	11	11	14
Montant de la masse salariale	738 554	733 025	777 890	805 761	1 167 670



## PARTIE 9 – INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

### 1. TABLEAU DES DÉLÉGATIONS DE COMPÉTENCE ET POUVOIRS

Délégations conférée par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration	Type de délégation	Utilisation au cours de l'exercice	Durée	Plafond	Date de fin
Assemblée Générale du 30 juin 2023 (6 <sup>e</sup> résolution)	Délégation de compétence à l'effet de faire racheter par la société ses propres actions dans le cadre du dispositif L. 22-10-62 du Code de commerce	NÉANT	18 mois	10% du capital au jour de la décision	30-déc-24
Assemblée Générale du 30 juin 2023 (7 <sup>e</sup> résolution)	Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet de décider d'une ou plusieurs augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie définie de personnes conformément aux dispositions de l'article L. 225-138 du Code de commerce	NÉANT	18 mois	le montant nominal maximal des augmentations susceptibles d'être réalisées ne pourra excéder 10 000 000 € et le montant nominal maximal des valeurs mobilières ne pourra excéder 10 000 000 €	30-déc-24
Assemblée Générale du 30 juin 2023 (8 <sup>e</sup> résolution)	Délégation de compétence au Conseil d'Administration pour augmenter le capital par l'émission d'actions ordinaires ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription dans le cadre d'une offre visée à l'article L. 411-2 1 <sup>o</sup> du Code monétaire et financière (ex « placement privé »)	NÉANT	26 mois	le montant nominal maximal des augmentations susceptibles d'être réalisées ne pourra excéder 10 000 000 € et le montant nominal maximal des valeurs mobilières ne pourra excéder 10 000 000 €	30-août-25
Assemblée Générale du 30 juin 2023 (9 <sup>e</sup> résolution)	Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à une ou plusieurs augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription dans le cadre d'une offre au public autres que celles visées à l'article L. 411-2 1 <sup>o</sup> du Code monétaire et financier par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société	NÉANT	26 mois	le montant nominal maximal des augmentations susceptibles d'être réalisées ne pourra excéder 10 000 000 € et le montant nominal maximal des valeurs mobilières ne pourra excéder 10 000 000 €	30-août-25

Délégations conférée par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration	Type de délégation	Utilisation au cours de l'exercice	Durée	Plafond	Date de fin
Assemblée Générale du 30 juin 2023 (10 <sup>e</sup> résolution)	Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital et/ou de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance, notamment des bons de souscription d'actions attribuées gratuitement à tous les actionnaires, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires	NÉANT	26 mois	le montant nominal maximal des augmentations susceptibles d'être réalisées ne pourra excéder 10 000 000 € et le montant nominal maximal des valeurs mobilières ne pourra excéder 10 000 000 €	30-août-25
Assemblée Générale du 30 juin 2023 (11 <sup>e</sup> résolution)	Délégation de compétence donnée au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par l'émission d'actions ordinaires de la Société et de toutes autres valeurs mobilières donnant, immédiatement et/ou de manière différée, accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, en cas de demandes excédentaires	NÉANT	26 mois	dans la limite de 15 % de l'émission initiale et au même prix retenu pour l'émission initiale	30-août-25
Assemblée Générale du 30 juin 2023 (12 <sup>e</sup> résolution)	Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration en vue de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à créer	NÉANT	38 mois	10% du capital au jour de la décision du Conseil d'Administration	30-août-26
Assemblée Générale du 30 juin 2023 (13 <sup>e</sup> résolution)	Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices et/ou primes, durée de la délégation, montant nominal maximal de l'augmentation de capital, sort des rompus	NÉANT	26 mois	le montant nominal maximal des augmentations susceptibles d'être réalisées ne pourra excéder 10 000 000 € et le montant nominal maximal des valeurs mobilières ne pourra excéder 10 000 000 €	30-août-25
Assemblée Générale du 30 juin 2023 (14 <sup>e</sup> résolution)	Délégation à consentir au Conseil d'Administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des adhérents d'un plan d'épargne entreprise en application des articles L. 3332-18 du Code du travail	NÉANT	26 mois	le montant nominal maximum de la ou des augmentations pouvant être réalisées est limité à 3 % du capital social	30-août-25
Assemblée Générale du 30 juin 2023 (15 <sup>e</sup> résolution)	Autorisation à donner au Conseil d'Administration à l'effet de réduire le capital social par annulation des actions autodétenues	NÉANT	18 mois	10%	30-déc-24

